

**BIBLIOTHEQUE DES EMEUTES
TROIS OCCULTATIONS**



**BULLETIN N°3
AOUT 1991**

BULLETIN N°3

I-	Additifs et correctifs aux numéros précédents	p.	1
II-	Activité de la Bibliothèque des Emeutes	p.	2
III-	Trois occultations	p.	5

**I- ADDITIFS ET CORRECTIFS AUX NUMEROS
PRECEDENTS**

. L'apport permanent de documents modifie les dossiers précédemment répertoriés. La liste du contenu des dossiers (II,1) est donc devenue inexacte pour une dizaine d'entre eux.

. Une erreur s'était glissée dans l'énoncé du détail des documents du dossier 90 CH 1, XINJIANG, 05-04. Il faut lire : WAQ 10, WDQ 1, WEQ 8, WGQ 2, WOB 1, WPQ 1.

. Une autre erreur nous a été signalée pour II,5,a (p.12) : 49 agglomérations (21+14+14) de plus de 1 million d'habitants, ayant connu l'émeute en 1990, ne font pas un quart des 244 du monde, comme notre optimisme l'exagérait, mais bien un cinquième seulement.

. Pour ceux qui ont trouvé insuffisamment explicite le calcul qui permet de conclure que 37% des 100 premières agglomérations ont connu l'émeute en 1990 (même page), en voici le détail : 14 agglomérations de plus de 5 millions d'habitants en 1990 (10 en 1989) ; 14 entre 2 et 5 (12 en 1989) ; total : 28 agglomérations en 1990 + 22 en 1989 = 50. Mais comme 13 d'entre elles sont à la fois dans le total de 1990 et de 1989, il faut donc retrancher 13 à ces 50 = 37, d'où il est bien exact que 37% des cent premières villes du monde ont connu l'émeute pendant cette période de deux ans. Nous voulions dire que c'était beaucoup. Reconnaissons que si nous étions à 100%, nos calculs seraient mieux compris.

. De nombreuses fautes d'orthographe, de frappe et de ponctuation se sont glissées dans le Bulletin N°2. Elles ne seront pas davantage corrigées ici que nombre de formulations maladroitement, pour ne pas dire plus. Ces défauts dénoncent simplement la rapidité avec laquelle ce bulletin avait du être réalisé ; on trouvera donc, probablement, les mêmes défauts dans celui-ci.

BULLETIN N°3

II- ACTIVITE DE LA BIBLIOTHEQUE DES EMEUTES

1) DOSSIERS

Pour les cinq premiers mois de l'année 1991, les dossiers de presse suivants sont en préparation :

DOSSIERS CONCERNANT UN SEUL ETAT (les 2 lettres du code dossier en sont l'abréviation)				LIEUX D'EMEUTE EN 1991 (nombre de jours d'emeute par lieu en 1991)
CODE dossier	NOM dossier	DATE lère émeute en 1990	AUTRES DATES D'EMEUTE EN 1991	
90 IS 2	Intifada 3	___-08-10	01,02,03,05,06,07,12,13,14,15,16-01	Qabatiya(2) Tulkarm(2) Jinin(5) Gaza(6) Faria(5) Naplouse(1) Askar(1) Nurshams(1) Jerusalem(1) Ramallah(1) Hebron(2)
90 SM 4	Bataille de Mogadiscio	___30-12	01 au 30-01	Mogadiscio(30)
1991				
91 AB 1	Lushnja	___06-01		Lushnja(1)
AB 2	Durrës	___09-02		Durrës(1)
AB 3	Tirana	___20-02	21,22,23-02	Tirana(4) Shkoder(1)
AB 4	Albanie	___06-03		Tirana(1)
AB 5	Shkoder	___02-04		Shkoder(1)
AB 6	Shengjin	___28-04		Shengjin(1)
91 AF 1	Sebokeng	___12-01		Vereeniging-Sebokeng(1)
AF 2	Daveyton	___24-03		Johannesburg-Daveyton(1)
91 AG 1	Thenia	___01-03		Thenia(1)
91 AL 1	Brême	___01-01		Brême(1)
AL 2	Rostock	___16-03		Rostock(1)
AL 3	Berlin	___20-04		Berlin-Lichtenberg(1)
91 BA 1	Dacca	___14-01		Dacca(1)
91 BQ 1	Bruxelles	___10-05	11,12,14-05	Bruxelles(4)
91 BR 1	Belem	___15-05		Belem(1)
91 CH 1	Lasa	___26-05		Lasa(1)
91 CM 1	Garoua	___17-01		Garoua(1)
CM 2	Cameroun	___03-04	06,10,13,15,18,19,20,21-04	Yaoundé(1) Douala(3) Bafoussam(1) Kumbo(1) Kumba(1) Maroua(1) N'Gaoundère(2) Dschang(2) Bafang(1) Mbouda(1) Banyo(1) Foumban(1)
CM 3	Douala	___16-05		Douala(1) Kumba(1)
91 CS 1	Seoul	___16-03		Seoul(1)
CS 2	Corée	___01-05	04,06,07,09,11,18,19,23,25,27-05	Seoul(11) Kwangju(3) Pusan(1) Taegu(1)
91 CT 1	Centrafrique	___06-05	___07-05	Bangui ? (2)

BULLETIN N°3

CODE dossier	NOM dossier	DATE lère émeute en 1991	AUTRES DATES D'EMEUTE EN 1991	LIEUX D'EMEUTE EN 1991 (nombre de jours d'émeute par lieu en 1991)
91 EU 1	Washington	05-05	06-05	Washington(2)
91 FR 1	St-Denis-de-la-Réunion	23-02	24,25,26-02	St-Denis-de-la-Réunion(3) Le Port(1)
FR 2	Réunion	17-03	18,19,20,21,22,23-03	St-Denis-de-la-Réunion(7)
FR 3	Paris-Sartrouville	28-03		Paris-Sartrouville(1)
91 GA 1	Kango	24-03		Kango(1)
91 GR 1	Athènes	10-01		Athènes(1)
91 GU 1	Conakry	06-05		Conakry(1)
91 HA 1	Haïti	07-01	08-01	Port-au-Prince(2) Cap Haïtien(2) Les Cayes(1) Labady(1)
HA 2	Port-au-Prince	27-01		Port-au-Prince(1) Les Cayes(1)
HA 3	Cap Haïtien	14-04	15,17-04	Cap Haïtien(2) Port-au-Prince(1)
91 IK 1	Irak	02-03	03 au 16, 18 au 24, 26 au 28, 30-03; 06,14-04	Bagdad(3) Bassora(20) Nassiriya(7) Amara(6) Samawa(6) Kut(5) Qualat-Salin(3) Najaf(15) Karbala(19) Mutana(2) Diwaniya(2) Hilla(2) Kumayt(1) Zubeir(1) Arbil(1) Kirkuk(3) Suleymaniya(2) Ranya(1) Badra(1) Zarbatya(1) Tamuma(1) Mosul(3) Abukhassib(1) Shuyukh(2)
IK 2	Dohuk	25-05		Dohuk(1)
91 IN 1	Ghaziabad	26-01		Ghaziabad(1)
IN 2	Elections(Inde)	20-05	21-05	Meerut(2) Madras(1)
91 IS 1	Intifada-Golfe	17-01	20,29,31-01; 06,14,21,22,25,26-02	Jerusalem(1) Gaza(6) Nabulus(5) Jinin(2) Tulkarm(1) Yaha(1) Burkin(1)
91 MI 1	Bamako	21-01	22-01	Bamako(2)
MI 2	Mali	20-03	22,23,24,25,26-03	Bamako(5) Ségou(5) Sikasso(1) Dioïla(1) Dioura(1) Kati(1) Bougouni(1)
MI 3	Bamako	27-04	28-04	Bamako(2)
91 NI 1	Nigéria	19-04	22,23,24-04	Katsina(1) Tafawa Balewa(1) Bauchi(2)
91 PO 1	Varsovie	21-03		Varsovie(1)
91 TD 1	N'Djamena	14-02		N'Djamena(1)
91 TN 1	Kebili	06-02		Kebili(1) Souak-Lahad(1)
91 TO 1	Lomé	14-03	15,16,18-03	Lomé(4)
TO 2	Lomé-Bé	08-04	09,10-04	Lomé-Bé(3) Kévé(1)
91 TU 1	Kurdistan turc	28-02	03,07,15,20,21-03	Sirnak(1) Idil(1) Darcegit(1) Karbaran(1) Nusaybin(2) Adana(2)
91 UR 1	Tskhinvali (Ossétie)	06-01		Tskhinvali(1)
UR 2	Vilnius	08-01		Vilnius(1)
UR 3	Tchita	27-04		Tchita(1)
91 VE 1	Venezuela (?)	10-04		Caracas(1) Merida(1)
91 YO 1	Belgrade	09-03		Belgrade(1)
YO 2	Split	06-05		Split(1)
91 ZA 1	Mbuji-Mayi	13-04	14,15-04	Mbuji-Mayi(3) Kisangani(1) Lubumbashi(1)
ZA 2	Kinshasa	14-05		Kinshasa(1)

BULLETIN N°3

DOSSIERS CONCERNANT PLUSIEURS ETATS (la lettre doublée du code dossier en indique le nombre : BB=2 ; CC=3 ; EE=5)

CODE dossier	NOM dossier	DATE 1ère émeute en 1990	AUTRES DATES D'EMEUTE EN 1991	LIEUX D'EMEUTE EN 1991 (nombre de jours d'émeute par lieu en 1991)
90 CC 1	Ayodhya	23-10	06-01	Ayodhya(1)
		1991		
91 CC 1	1er mai	01-05		Berlin(1) Istanbul(1) Zurich(1)

DOSSIERS PROVISOIRES SANS CODE ATTRIBUE

Intifada 4 ; Addis Abbeba ; Lesotho ; Algérie ; Mantes.

Pour consulter ces dossiers, s'adresser à la BE.

2) STATISTIQUES

a) Les documents qui composent les dossiers qui précèdent ont été sélectionnés parmi les supports suivants :

presse quotidienne :

-Libération, 127 exemplaires ; Le Monde, 99 ; Süddeutsche Zeitung, 30 ; Le Figaro, 9 ; International Herald Tribune, 8 ; The Independent, France Soir, 3 ; Cameroon Tribune, Der Standart, Frankfurter Rundschau, Tageszeitung, 2 ; Cyprus Mail, Neue Züricher Zeitung, Le Soir, Frankfurter Allgemeine Zeitung, Die Presse, Der Tagesspiegel, Le Parisien Libéré, Le Progrès de Lyon, La Libre Belgique, 1 exemplaire.

-Il s'agit donc de 244 exemplaires en langue française, 40 en langue allemande, 12 en langue anglaise.

presse périodique :

-West Africa, Les Nouvelles de Moscou, Revue d'Etudes Palestiniennes, Mordicus, South, 2 exemplaires ; Haïti Observateur, Haïti Progrès, Business Week, Cyprus Weekly, Advertising Age, L'Idiot International, Le Monde Dossiers et Documents, Le Monde Diplomatique, Algérie Actualité, The European, Freitag, Le Journal du Dimanche, Maintenant, Afrique Info, Inprecor, Le Cafard Libéré, 1 exemplaire.

-17 exemplaires en langue française, 8 en langue anglaise, 1 en langue allemande.

-12 Hebdomadaires, 1 Bi-Hebdomadaire, 5 Mensuels, 1 Bimestriel, 2 Trimestriels.

b) Le traitement des documents qui ne sont pas en dossiers de presse (tracts, films, livres p.ex.) est remis à la première disponibilité ultérieure.

BULLETIN N°3

III- TROIS OCCULTATIONS

PERIODE HISTORIQUE ACTUELLE

Le seul moment du débat de l'humanité, où l'humanité s'est prise comme objet, et qui est contemporain à la majorité de nos contemporains, est la révolution iranienne. Cet événement est le centre de notre temps. Un tel sommet de la parole se manifeste par des conséquences fort variées dans le temps. L'aliénation, avec la liberté qu'elle a acquise dans notre monde, en fait passer le choc de la surface à la profondeur, d'où il se manifeste sous des formes qui contribuent à en faire oublier le début, comme le retour d'un rêve en état de veille, ou comme un traumatisme. Le moment où le point culminant de la révolution iranienne semble passé, où l'essence du débat n'est plus la nouveauté, est l'été 1981. Sa première répression massive indirecte a été mise en place en septembre 1980 : c'est la guerre Iran-Irak. La fin de cette guerre, en 1988, signale l'épuisement de ceux qui ont lancé et inspiré le débat. La contre-révolution iranienne qui bride, frappe et étouffe depuis dix ans, paraît maintenant seulement assurée d'avoir triomphé de la conscience de cette révolution (mais l'ampleur de la vague de répression qui a suivi cette guerre indique que l'Etat islamique iranien n'a toujours confiance qu'en sa méfiance, tant il se sent *toujours* menacé par des irrptions dont il n'a jamais élucidé l'origine, et que le reste du monde refuse de voir) ; mais elle est loin d'avoir triomphé de son esprit, diffus et impalpable, qui a contaminé la profondeur de la pensée humaine, et qui se manifeste maintenant essentiellement hors d'Iran, sans référence ni rapport immédiat ou visible.

La guerre Iran-Irak s'est arrêtée, parce que le noyau de ce débat, qui l'avait fondée, avait disparu. Mais, comme casser le noyau d'un atome n'anéantit pas ce qui le constitue, là, le débat s'est évaporé, et il n'existe encore aucun outil pour en cerner les nuages. Sa première retombée venait d'avertir les Etats iraniens et irakiens, que leur guerre risquait maintenant de se retourner contre eux : l'Intifada commence en décembre 1987. L'Intifada est la constante de la période qui dure depuis.

Si l'on considère cette période, de fin 1987 à fin 1990, comme second contre-coup de la révolution iranienne (comme "révolution russe", "révolution iranienne" doit être compris comme ayant deux sens : en tant qu'événement précis, il s'agit du mouvement à l'intérieur de l'Etat d'Iran ; en tant que période, il s'agit du monde de ce mouvement, de 1978 à 1982. En ce sens, le mouvement polonais en 1980-81, ou les émeutes de Brixton et Toxteth en 1981, font partie de la révolution iranienne, comme l'insurrection spartakiste de Berlin en 1918 fait partie de la révolution russe), elle se divise en trois parties. Premièrement

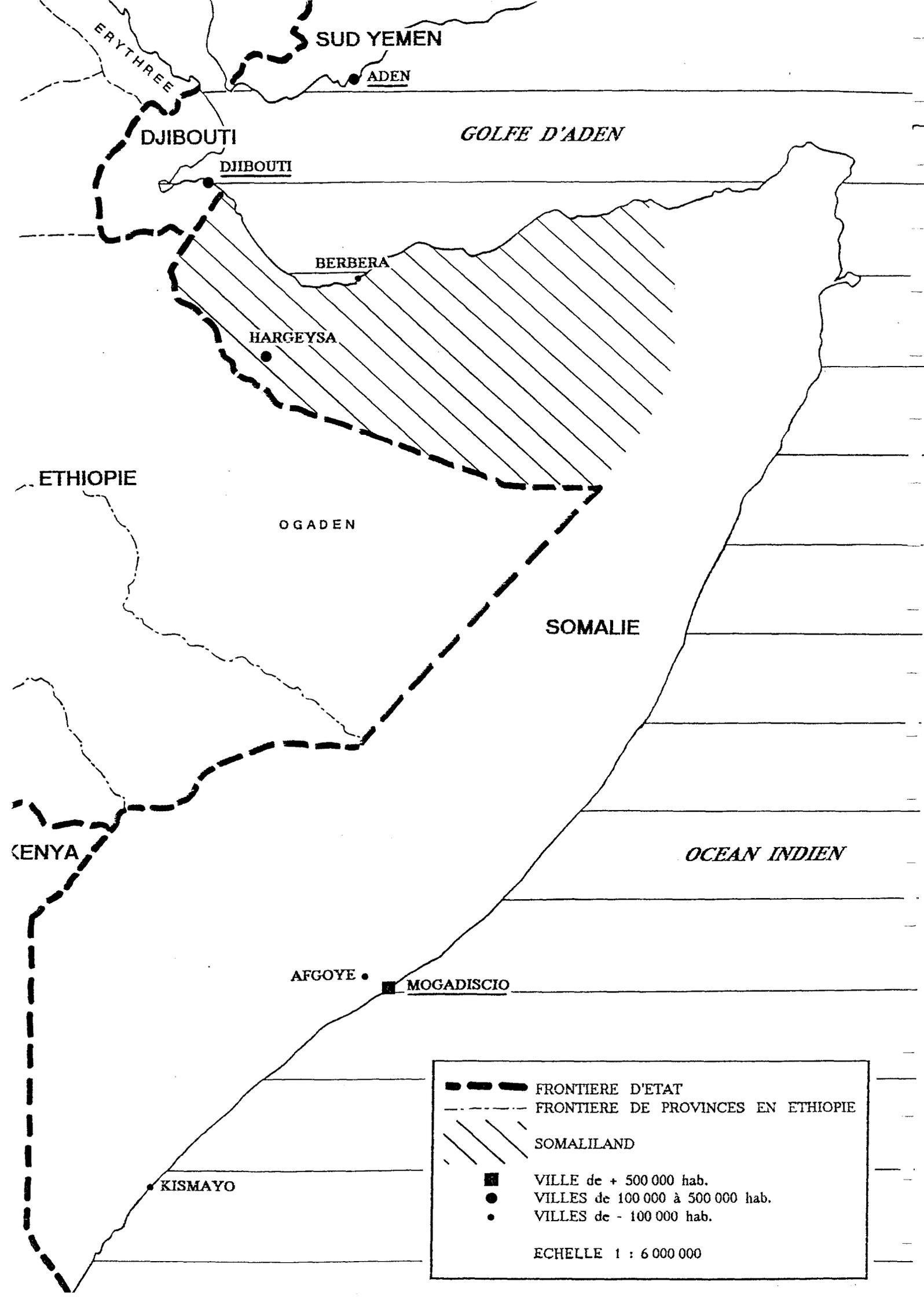
BULLETIN N°3

(déc. 87- avril 89), une période de grandes insurrections spontanées, qui ont durablement effondré les Etats qu'elles ont combattus : Intifada, Birmanie, Algérie, Venezuela ; cette période est celle où ralentissent un certain nombre de guerres d'Etat, dont la fonction s'est effondrée : Iran-Irak, retrait soviétique d'Afghanistan, négociations en Angola, Mozambique, Sahara occidental, Tchad, Cambodge ; ne nous oublions pas : ce n'est pas par hasard que s'y fonde une Bibliothèque des Emeutes. Deuxièmement (avril 89-déc. 89), une période où l'information s'érige en parti dans la dispute dominant le monde, comme parti de l'unification, avec un programme en mots-clés : ce sont les spectacles de Chine et de Roumanie, la publication officielle de la fin officielle du stalinisme, de Berlin à l'Abkhazie. Troisièmement (janv. 90-déc. 90) Les désillusions de ce parti ; "crise du Golfe" ; une vague d'émeutes sans précédent traverse l'Afrique, l'Asie et les banlieues, y compris des Etats de vieux.

La période suivante commence le 30 décembre 1990. Les ennemis du débat iranien dans le monde la font commencer le 17 janvier 1991, date à laquelle débute le bombardement américain sur l'Irak. La différence est dans l'insurrection de Mogadiscio. Cette deuxième guerre du Golfe est le premier et principal déplacement de la répression contre la révolution iranienne. Ses ennemis, qui ont mené cette guerre, dans une Sainte-Alliance des partis de l'Etat, de la marchandise, et de l'information, ont confusément cru qu'elle venait de la fin du stalinisme. En vérité, elle provient de leur peur de la fin du stalinisme, bras policier précieux, qui leur manque déjà, malgré le sursis que lui donne cette guerre. Mais il y a chez les ennemis du débat téléologique des places à prendre, des réorganisations indispensables qui demandent du temps. Et comme être ennemi du débat sur la fin de l'humanité n'est pas encore une position consciente, un projet, mais simplement un conservatisme de fait, il y a, dans la laborieuse impuissance à reformuler une position historique, le besoin de frein et de diversion face à la formulation dont la multiplication d'émeutes est le redoutable épigramme. Etat, marchandise, information, mais aussi les partis plus anciens, cristallisés depuis la révolution française, économistes, religieux, nationalistes, s'observent en se replaçant, s'imitent, s'épient, trois pas à gauche, trois pas à droite, pirouette.

Leurs ennemis, les émeutiers modernes, sont opposés à leur conservatisme eux aussi de fait seulement. La guerre du Golfe a eu sur eux peu d'effets, sauf, sans nul doute une légère paralysie (le nombre de jours d'émeute recensés en février 1991 est le plus faible depuis novembre 1989) et une répression localisée : à portée de scud de l'Irak, il n'était pas imaginable de se soulever alors. Mais les pauvres modernes semblent pendant cette manoeuvre ennemie s'être décalés encore un peu davantage des représentants de ce coup de frein présenté comme un coup d'accélérateur.

L'Intifada est le meilleur révélateur de ce décalage. Ce n'est plus le langage le plus radical de notre époque. Cette révolte, sans changer fondamentalement de moyens, de méthodes, ni même sans renier sa spontanéité, pourtant cible de tant de récupérateurs et de policiers dans le monde, a pour la première fois



	FRONTIERE D'ETAT
	FRONTIERE DE PROVINCES EN ETHIOPIE
	SOMALILAND
	VILLE de + 500 000 hab.
	VILLES de 100 000 à 500 000 hab.
	VILLES de - 100 000 hab.
ECHELLE 1 : 6 000 000	

BULLETIN N°3

massivement pris parti dans une dispute qui ne dépendait pas d'elle : en soutenant l'un des deux belligérants, les insurgés de l'Intifada ont parlé, pendant la guerre du Golfe, un petit-nègre entre leur révolte et les réformes ennemies. Ce nouvel idiome est la langue médiane de notre temps, la langue du compromis. Toute révolte est loin d'y être récupérée ou vaincue, mais un discours ennemi de toute révolte y est toléré.

En dehors de l'Intifada, et des trois événements majeurs analysés ci-dessous, le début de 1991, n'a pas manqué de mouvements passionnés : ceux de l'Ile de la Réunion, de Corée et du Cameroun sont les plus longs ; ceux de Bauchi au Nigeria, de Haïti et du Mali, les plus sanglants. De l'insurrection malienne, notamment, il mérite d'être ici confirmé que son intensité et son radicalisme ont eu de quoi frapper tous ceux qui s'en souviennent.

1) MOGADISCIO

Le 30 décembre 1990 commence l'insurrection de Mogadiscio. Quoique rarement un événement n'était plus prévisible, il n'a pas été prévu ; et quoique presque personne au monde ne sait ce qui le rendait prévisible, personne n'a semblé surpris. Un cocon d'apathie enveloppe les capacités analytiques de la plupart des individus de cette terre, et il est recouvert d'une couche d'ignorance crasse. Jusque dans les milieux qui se flattent de négativité ou d'être révolutionnaires, la négativité ou ce qui est plus révolutionnaire que cette flatterie ne semble discernés que dans la mesure dont l'information dominante en parle.

L'Etat somalien moderne commence en 1977 avec la guerre de l'Ogaden. Il y avait alors dans la capitale de l'Etat voisin d'Ethiopie la plus grande fête orgiaque qu'aient connue jusque-là les pauvres d'Afrique. Il fallait la faire cesser. Peu de survivants se souviennent aujourd'hui de ce général soviétique, Borissov, qui après avoir organisé l'offensive somalienne en Ethiopie, fin 1977, organisa, en 1978, la contre-offensive éthiopienne contre la Somalie. L'URSS, alliée de la Somalie, puis de l'Ethiopie, avait essayé de promouvoir une fédération Ethiopie-Erythrée-Somalie-Yémen du Sud. Le dictateur somalien, stalinien, Syad Barre, répondit au nom de ses collègues, qui n'allaient pas pouvoir tous être dictateurs d'un seul Etat fédéré : "les aspirations nationales pèsent pour nous plus lourd que les considérations idéologiques." L'URSS choisit. Borissov emporta le stalinisme de l'insolent Barre, et en revêtit son voisin éthiopien, Mengistu, qui, les deux pieds sur l'échafaud d'Addis Abbeba insurgée, n'avait pas vraiment le choix. Le stalinisme, en Afrique, a toujours été mieux compris qu'en Europe. C'est le fourreau du bâton. C'est l'idéologie de l'Etat, tant que le fournisseur d'armes de l'Etat est stalinien.

BULLETIN N°3

Barre et l'Etat somalien s'assurèrent donc l'Occident. Cela se fit en octobre 1977, à l'occasion d'un détournement d'avion, où des terroristes allemands, plus que mal informés, demandèrent à se poser sur l'aéroport de Mogadiscio, plus qu'opportunément : ils exigeaient la libération de la bande à Baader. Barre permit l'assaut du commando par la police allemande, en échange du soutien américain en cas d'invasion éthiopienne. La police allemande put ainsi assassiner le même jour Baader et ses amis dans leurs cellules, et les américains informèrent les soviétiques que la contre-offensive éthiopienne ne devait pas dépasser les frontières actuelles de la Somalie. Borisssov se contenta de récupérer l'Ogaden, puis se retourna vers cet autre ex-allié trop nationaliste, les guérillas érythréennes.

Addis Abbeba fut réduite au silence. Mengistu en Ethiopie et Barre en Somalie jouirent ainsi d'une tranquillité inespérée, à peine troublée et renforcée par les guérillas qu'ils entretenaient réciproquement chez le voisin. La dictature de Barre connut alors ses années de plénitude. Elle avait gardé sa police de l'époque stalinienne et l'équipait maintenant d'armes occidentales. Inattaquable de l'extérieur, ce règne corrompu et brutal ne s'adonnait, pour alimenter les chroniques, qu'à quelques violentes purges de l'appareil d'Etat.

A partir de 1985, famine-business et réfugiés-business, quoique rapprochant Somalie et Ethiopie, ont commencé à fissurer l'Etat, citadelle complexe et hétéroclite sur laquelle ce vent de pensée mondiale véhiculé par tant de mouvements d'incontrôlés soufflait comme sur un château de sable. Les guérillas se renforcent, le gouvernement se durcit : en 1988, une brutale contre-offensive dans le nord, que cherche à contrôler le MNS, fait plusieurs milliers de morts (notamment dans le port de Berbera, bombardé). En 1989, les discriminations claniques du gouvernement renforcent le MPS au sud, et provoquent la formation d'une guérilla des Hawiya au centre, l'USC.

Le 14 juillet 1989 (cf. 89 AB) a lieu la première grande émeute à Mogadiscio. Après l'arrestation de 6 imams, les protestations semblent être parties d'une mosquée où des soldats auraient vidé leurs chargeurs. Le reste de la journée est une bataille camassière, qui a pour Syad Barre le grave inconvénient de faire couler le sang jusque sous les projecteurs occidentaux : cela se passe, non plus dans le nord Issak, mais dans la capitale. Sa police reconnaît 24 morts, le MNS en affirme 2 000, les occidentaux font la moyenne et leur chiffre officiel devient 400, sans qu'il soit possible de savoir si y sont inclus les fusillés des jours suivants. Couvre-feu et censure dissimulent toutes les conséquences immédiates de ce premier jet de pierre, suivi de pillage, connu à Mogadiscio.

Au-delà de ses conséquences immédiates, l'émeute du 14 juillet 1989 a été la commémoration la plus sincère, quoique parfaitement inconsciente, d'un événement similaire, qui avait eu lieu jour pour jour deux siècles plus tôt. Au même moment à Paris, l'Etat français drapait sous la pompe son gros eunuque de bicentenaire, simplement châtré de ce qui avait fait la vigueur et de ce qui avait déposé la semence d'un événement si mémorable : ç'avait été une émeute dont les suites étaient devenues une révolution. A Mogadiscio non plus, la jeunesse urbaine n'oubliera jamais son premier grand assaut. Il en va souvent ainsi des

BULLETIN N°3

révoltes : l'événement qui frappe les mémoires, qui produit le qualitatif, le début de ce qui est nouveau, n'apparaît pas ainsi en lui-même. Ainsi, à Mogadiscio, le 14 juillet 1989 ne ressort pas par la révolte, mais bien plus par la répression. Mais Mogadiscio vient d'entrer dans l'histoire. Le goût du sang, du combat, du pillage, n'appartient plus au seul Etat et à ses concurrents guérilleux : dans le silence consterné des faubourgs sillonnés par l'armée, dans les rapports filtrés et alignés des occidentaux et de leurs journalistes, n'apparaît pas encore le profond choc de ce jour, que la suite révélera. C'est dans l'avenir et dans la perspective qui s'y est entrouverte que se situe l'essence contraire à toute commémoration de ce 14 juillet-là.

La suite, qui s'engouffre à travers cette brèche, se fait attendre près d'un an. Le 6 juillet 1990 (90 SM 1), l'événement est moins grave, moins sanglant, plus confiné, mais il marque la fin du respect pour le tyran. Visiblement d'ailleurs, cet octogénaire ne s'y attendait pas le moins du monde. Vantant la démocratie en lever de rideau d'un match de football, il est hué par les 30 000 spectateurs du stade. Lorsqu'à la mi-temps les fidèles musulmans envahissent la pelouse pour prier, la garde présidentielle, croyant à un assaut, ouvre le feu : 7 à 62 morts. Les conséquences de cette maladresse si propre à ceux qui ne comprennent plus leurs subordonnés, dans le reste de la ville, ne sont pas connues. Nul doute, cependant, que dans les quartiers insurgés un an auparavant, le président a du n'être pas davantage applaudi ce 6 juillet.

Alors que nord, sud, centre et Mogadiscio forment déjà autant de fiefs qu'il y a de guérillas (l'armée somalienne n'est déjà plus qu'une guérilla), alors que le gouvernement somalien reconnu par les autres Etats du monde ne contrôle déjà plus que Mogadiscio, Syad Barre comprend un peu tard que le multipartisme n'est que la dernière dictature à la mode. Ainsi, lorsqu'il l'instaure officiellement le 12 octobre, cette désinvolture tardive est prise pour une lâche prostitution qui dévalue encore cette marchandise obligatoire de la dernière génération des superettes de l'idéologie. Ceci explique en partie que l'émeute du 23 octobre 1990, toujours à Mogadiscio (90 SM 2), n'est l'objet que d'entrefilets sibyllins dans l'information occidentale, qui est le maître d'ouvrage exclusif de ces superettes. Cette information, en effet, se satisfait volontiers de ce multipartisme de pacotille, pourvu qu'elle puisse y placer quelques uns de ses arrivistes, et qu'elle parvienne à expliquer à son public, que c'est déjà mieux qu'avant. Mais une émeute dans les faubourgs n'est pas ce qu'elle promet, surtout dans un Etat où elle hésite à aller, parce qu'il est trop éloigné, parce qu'il est trop dangereux, parce qu'il est trop sordide. Et en bâclant son rapport sur le 23 octobre, elle annonce déjà son refus de la bataille à venir. Jusque-là elle habillait ses compte-rendus de centaines de milliers de réfugiés, de millions d'affamés, de guérillas sourire Colgate affirmant ses propres slogans (surprise!), de camps de squelettes (d'enfants surtout) recouverts de boursouflures et de mouches, de médecins sans frontières. Mais le 23 octobre, ce décor et l'événement ne peuvent être mis sur la même scène.

De nouvelles émeutes éclatent le 2 décembre dans les faubourgs de Mogadiscio (90 SM 3), dites "de la faim". On pourrait aussi bien dire "de la fin",

BULLETIN N°3

vu dans la perspective de l'Etat somalien, dont 85% des soldats auraient à ce moment déserté. Syad Barre ne contrôle plus même les banlieues de sa capitale, mais la guérilla du centre, l'USC, n'a encore ses postes avancés qu'à 50 kilomètres de Mogadiscio. Du 2 au 5, il n'y a donc plus à la périphérie de la cité gonflée par les réfugiés et assiégée par les pénuries, de police d'Etat, d'information dominante et de droit marchand. L'ordre semble revenir le 5 décembre, après trois jours d'"anarchie", la guérilla arrive enfin. Tout porte à croire que c'est elle qui tire dans la foule, mettant fin à ce bref prologue de l'insurrection, sur lequel les informations occidentales ont été encore plus décousues, fragmentaires et récalcitrantes, que pour l'émeute d'octobre.

Le 30 décembre 1990, un raid punitif des restes de l'armée dans les banlieues de Mogadiscio déclenche à nouveau l'émeute, spontanée et sauvage (90 SM 4). A cette date, cependant, l'événement paraît très différent. Les journalistes du monde entier n'ont d'intérêt que pour la guerre du Golfe, soupèsent les ultimes chances de l'éviter. Et les quelques exceptions encore embusquées en Afrique, qui ont entendu la fusillade de Mogadiscio, sont allées directement voir la guérilla USC, et elle seule, pour s'informer. Ses arrivistes militaires ont donc obtenu sans l'avoir demandé, le privilège sans bornes de voir imprimer par l'information occidentale tous leurs mensonges successifs, sans l'ombre d'une hésitation, ni même d'autres démentis que ceux de faits visiblement contradictoires les jours suivants. Le 1er janvier 1991, le public de cette presse apprend ainsi que Syad Barre a fui son palais, la Villa Somalia (réfugié dans l'aéroport), et que l'USC contrôle "99% de la capitale". Il faudra attendre 25 jours pour que la première affirmation devienne vraie, et la seconde ne l'est pas encore six mois plus tard.

Lorsque cette information ne peut pas passer sous silence les tentatives de médiation de l'ambassade d'Italie (entre Barre et l'USC, contre les insurgés), dont les locaux sont près de la Villa Somalia dans un secteur contrôlé par l'armée de Barre, il s'avère par la bande que tout les rapports précédents sont faux. Ce n'est que le 12, après 14 jours d'insurrection, que cet ambassadeur s'enfuit. Ce même jour on apprend que, comme les sandinistes à Managua en juin 1979, l'USC a plutôt cherché à contrôler l'insurrection qu'à la mener au renversement du dictateur : les guérilleros sont peu nombreux dans la ville, leur quartier général est à dix heures (!) de piste, et il faut commencer à expliquer que le pillage massif ne peut pas être le fait de cette future hiérarchie d'Etat, que l'information occidentale a déjà pleinement adoptée. Le 16 janvier 1991, "Médecins Sans Frontières", organisation à son tour menacée par les pilleurs, s'enfuit, coupant le monde de son dernier contact occidental avec Mogadiscio. Ce jour est le lendemain de l'expiration de l'ultimatum des Nations Unies à l'Irak, et la veille de l'offensive aérienne américaine.

Le 23 janvier, un journaliste de Libération est le premier à retourner en Somalie, juste derrière MSF. Cette crapule va à Mogadiscio, mais en passant par le QG de l'USC qui l'y convoie (10 heures de piste). Ce qui s'est passé dans la semaine écoulée est difficilement imaginable. En tous cas, la ville n'est ni reprise

BULLETIN N°3

par Barre, ni par l'USC. L'insurrection des banlieues continue, sans qu'on sache s'il y a eu des sautes d'intensité, un point culminant, et quelle organisation ont adopté ces déguenillés, maintenant apparemment tous armés.

Enfin, le 26 janvier, la Villa Somalia est attaquée par la population insurgée, population sensiblement diminuée par la mort, la maladie, l'exode. Comme depuis le début, l'USC se tient dans le dos de cet assaut, prête à tirer. Barre dans une escorte blindée choisit enfin de se barrer. Les vainqueurs intensifient le pillage. Des pillards pillent des pillards. Des bandes s'organiseraient. Pendant au moins quatre jours encore, jusqu'au 30, des comptes se règlent. Que fait l'USC ? Rien, elle se gratte le revers du veston d'un air dégagé, nomme un président intérimaire, sifflote, en appelle à la communauté internationale, rien d'immoral donc ; mais rien de très moral non plus, puisque l'"anarchie" ne cesse pas.

Au contraire, elle s'amplifie. Le 8 février, les mystérieuses et puissantes bandes de pillards "professionnels" (qu'est-ce que ça peut bien être qu'un pillard professionnel ?) attaquent la ville d'Afgoye, grenier de Mogadiscio, où une épidémie de choléra, signalée au début de l'insurrection, a disparu sans traces depuis. Afgoye est aux mains du MPS, jugé alors militairement plus fort que l'USC. La débandade de ce MPS va entraîner les pillards jusqu'à faire le siège de Kismayo, qui est tout de même à 400 kilomètres de Mogadiscio, entraînant un nouvel exode massif vers le Kenya. Sans doute les pilleurs professionnels ont du mettre à la disposition de leurs bandes quelques véhicules rapides, puisqu'ils arrivent devant cette ville du sud le 10. L'USC les suit, apparemment à portée de fusil dans le dos.

Ensuite, l'information quitte la Somalie pour de bon. De sorte qu'au-delà de ce qu'on peut deviner dans les déclarations et supplications des guérillas, il est impossible de savoir ce que font les insurgés de la bataille de Mogadiscio. Même Syad Barre, qui n'a pas fui en exil, qui n'est pas arrêté, qui n'est pas tué, a pu disparaître de la visibilité, en Somalie, prétendument avec 2 000 hommes armés, dont on ne sait pas ce qu'ils font, ni même comment ils mangent ou satisfont leurs besoins sexuels, le premier problème devant pourtant, semble-t-il, alarmer les économistes, le second les organisations humanitaires, dont l'humanité se fait économique face à la famine record qui est attendue pour l'été.

Non, l'insurrection de Mogadiscio n'a pas surpris le public occidental. Il est vrai que si le journaliste de la télévision sortait du poste directement dans le salon des honorables membres de ce public, leur flanquait recta trois baffes dans la gueule et un objet pointu dans le cul, puis retournait de l'autre côté de l'écran, ce public ne serait probablement pas non plus surpris par cette nouvelle émission-vérité, tant son hébétude est, elle, surprenante. Aucune télévision n'a émis de Mogadiscio, la presse était en Irak et autour. L'information qui paraissait avoir décuplé sa puissance n'est qu'une couverture : si l'on tire tout sur un pied, l'autre n'est pas couvert. Et puis, expliquent doctement quelques spécialistes de la région, si l'on ne s'occupe plus tant de la "Corne de l'Afrique", c'est parce que la famine dégoûte et lasse (hélas, là il ne s'agit pas de la famine), et parce que ces dictatures

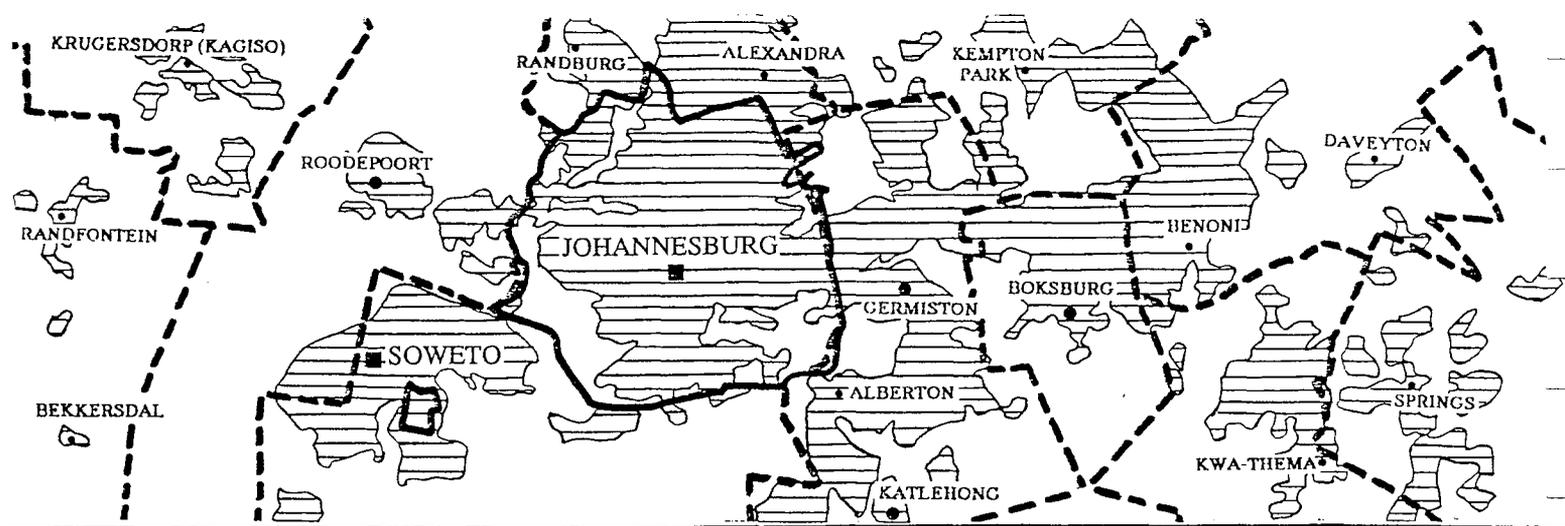
BULLETIN N°3

africaines, qui étaient des Etats stratégiques ne le sont plus depuis la chute du mur (mais on peut aussi bien affirmer l'inverse : depuis la chute du mur ces Etats sont devenus "stratégiques". Ne sont-ils pas des théâtres d'opérations idéaux pour des guerres d'Irak ?)

L'occultation de l'insurrection de Mogadiscio a été une grande surprise pour la Bibliothèque des Emeutes. Depuis la Birmanie, il semblait que le parti de l'information avait appris (à travers la Chine, la Roumanie, l'Azerbaïdjan, Ayodhya et surtout l'Intifada) à induire l'importance d'une révolte en rapport du nombre de morts sur la distance à son public. Or, d'après cette formule, Mogadiscio est tellement loin, que c'est au plus près sur la face cachée de la lune. A Mogadiscio, le 4 janvier 1991, donc au sixième jour d'insurrection, un bilan provisoire non contredit faisait état de 2 000 morts, soit autant qu'en Chine et en Roumanie (chiffres presse occidentale) réunis. Le 1er février, premier jour dont on peut supposer que l'insurrection a cessé, quoique ce ne soit pas sûr, un autre bilan, non moins péremptoire, va jusqu'à 5 000 morts. 5 000 morts, c'est peu pour une guerre civile en Afrique. Vous savez, en Afrique on s'entre-tue plus facilement, la vie vaut moins, les gens n'en sont pas encore où nous sommes. Mais là, quoique les rares informations disponibles essayent de la présenter comme telle, l'insurrection de Mogadiscio n'a pas été une guerre civile entre deux partis d'Etat, armés par d'autres Etats, pour laquelle 5 000 morts c'est peu. L'insurrection de Mogadiscio a débordé deux partis d'Etat armés, a chassé celui qui détenait l'Etat depuis 22 ans, et a rendu très discret l'autre. Elle a pris une capitale, dont Etat, marchandise, information ont fui. Il s'agit d'une révolte de banlieue, d'un Brixton, Kreuzberg, Vaulx-en-Velin, puissance 5 000. Pendant 30 jours, sans aide extérieure, sans qu'elle soit connue, une révolte sans nom ni écho a eu lieu contre ce monde. Et là, 5 000 morts, c'est énorme.

L'occultation de l'insurrection de Mogadiscio ne porte pas tant sur ce bilan. Elle porte sur l'événement même. Ceux qui ont l'idée de ce qu'est tenir un quartier d'une ville plus de 24 heures, contre toute police, essayeront d'imaginer ce que peut être de tenir presque toute une ville, capitale d'Etat, qui compterait entre 600 000 et 2,5 millions d'habitants, insurgée, pendant 30 jours. Cela nécessite un débat minimum sur l'organisation. Cela implique un débat minimum sur les perspectives d'une telle insurrection. Cela suppose la fin de nombreuses règles, lois et coutumes ; des moments d'explosions passionnelles diverses, joie, humour, plaisir dont la plate fébrilité de CNN au même moment sur un autre théâtre est une lointaine parodie, comme un ricanement d'asthmatique à un éclat de rire rabelaisien. Et, la situation de Mogadiscio est le seul terrain où poussent les idées neuves. Peut-être n'y en a-t-il pas eu. Mais à ce moment-là il n'y en avait sûrement nulle part ailleurs.

Le silence grandissant depuis, la répression qu'il permet dans l'armement de l'USC et dans la sécession du Somaliland, est le début de ce qu'achèvera peut-être la famine cet été, la suppression de tous ceux qui auraient permis la contagion d'un tel mouvement. Cependant, la révolution iranienne l'a révélé, un mouvement de la conscience humaine se transmet par l'esprit et non pas par la conscience,



TOWNSHIPS	VILLE BLANCHE	
ALBERTON	JOH./PLAN	
ALEXANDRA	JOH./PLAN	
ATTRIDGEVILLE	PRETORIA	(1)
BEKKERSDAL	JOH./PLAN	
BISHO	LE CAP	(2)
CROSSROADS	JOH./PLAN	(3)
DAVEYTON	LE CAP	(4)
ELSIE'S RIVER	VEREENIGING	(5)
EVATON	JOH./PLAN	
GERMISTON	LE CAP	(6)
GUGULETO	JOH./PLAN	
KAGISO	JOH./PLAN	
KATLEHONG	LE CAP	(7)
KHAYELITSHA	WITBANK	(8)
KWAGUQUA	DURBAN	(9)
KWAMAZU	JOH./PLAN	
KWA-THEMA	PRETORIA	(10)
MAMELODI	EAST LONDON	(11)
MDANTSANE	LE CAP	(12)
PAROW	VILJOENSKROON	(13)
RAMMULOTSI	VEREENIGING	(14)
SEBOKENG	VEREENIGING	(15)
SHAPEVILLE	JOH./PLAN	
SOWETO	JOHANNESBURG	(16)
TEMBISA	WELKOM	(17)
THABONG	JOHANNESBURG	(18)
THOKOZA/PHOLA PARK	DURBAN	(19)
UMLAZI	JOHANNESBURG	(20)
VOOSLORUS		

JOHANNESBURG

0 5 10 15 K.M.

ECHELLE 1 : 424 260

AFRIQUE DU SUD

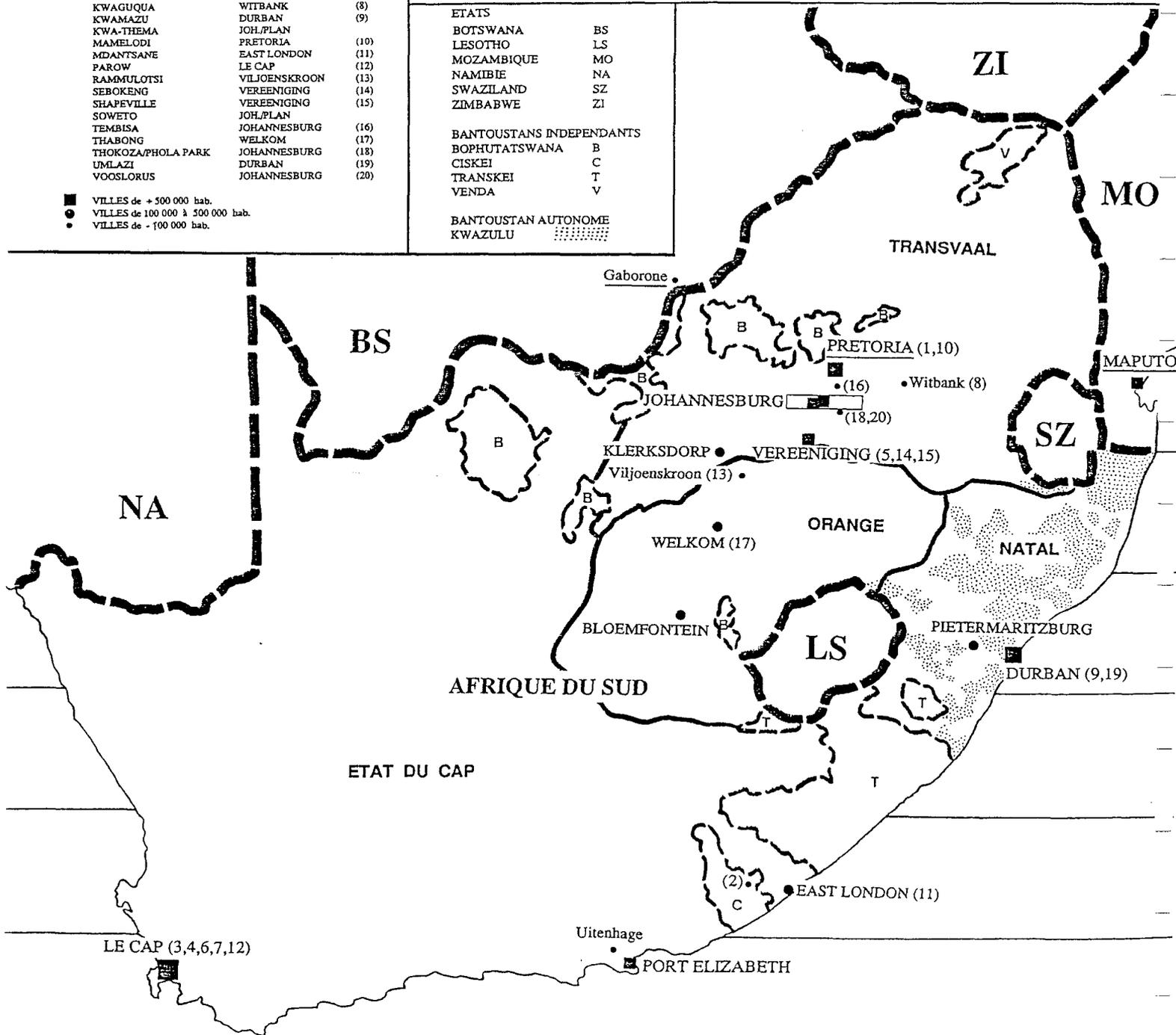
ECHELLE 1 : 8 485 200

ETATS	
BOTSWANA	BS
LESOTHO	LS
MOZAMBIQUE	MO
NAMIBIE	NA
SWAZILAND	SZ
ZIMBABWE	ZI

BANTOUSTANS INDEPENDANTS	
BOPHUTATSWANA	B
CISKEI	C
TRANSKEI	T
VENDA	V

BANTOUSTAN AUTONOME
KWAZULU

- VILLES de + 500 000 hab.
- VILLES de 100 000 à 500 000 hab.
- VILLES de - 100 000 hab.



BULLETIN N°3

c'est à dire par la pensée véhiculée par les choses, et non pas nécessairement par des individus humains qui l'expriment. Il resterait à mesurer combien le fait que cette insurrection ait été tue l'a tuée. Déjà aujourd'hui, cet événement si proche nous paraît sans trace ni conséquence, un effet de l'imagination. Et, peut-être l'insurrection de Mogadiscio n'a rien été ; mais probablement pas.

2) AFRIQUE DU SUD

a) Ce qui n'a pas encore été dit contre l'apartheid

Il est impossible de parler de l'Afrique du Sud sans parler de l'apartheid. Rien de ce qui se dit, de ce qui se fait en Afrique du Sud n'est vu autrement qu'à travers le filtre de l'apartheid. La première fonction de l'apartheid n'est pas la séparation des races, mais la séparation de l'Etat d'Afrique du Sud d'avec les autres Etats. Les interlocuteurs obligés de ce qui se passe en Afrique du Sud, même en dehors du problème de la séparation des races, sont aujourd'hui les propriétaires de l'apartheid.

Les propriétaires de l'apartheid sont, en Afrique du Sud, le gouvernement et son parti, le National Party, et l'opposition anti-apartheid, l'ANC. Massées en seconde ligne derrière ces deux gros propriétaires, prêtes à prendre la relève en cas de défaillance, toutes les autres organisations de cet Etat, depuis l'"extrême-droite" blanche, en passant par les partis noirs moins notoires que l'ANC (Azapo, PAC), les syndicats, patronaux et ouvriers, les ecclésiastiques vedettes (Boesak, Tutu), et l'Inkatha (IFP) ; et hors d'Afrique du Sud, les Etats du monde entier lorsqu'ils font assaut de miséricorde et de démagogie, l'information dominante, dont la mission est devenue précisément d'amplifier la miséricorde et la démagogie, et le public de ces Etats et de cette information, à qui sont destinées cette miséricorde et cette démagogie, et qui est évidemment contre le racisme.

Car l'apartheid est le racisme franc. Dans aucun autre Etat du monde le racisme n'est ainsi dans la loi. Mais aucun autre Etat du monde n'a aboli le racisme, puisque ce n'est pas par la loi que peut être abolie cette pensée de division des humains selon la consanguinité. Mais comme pour la pensée économiste (et pas seulement pour elle) la division des humains selon la consanguinité est une aberration, la morale de ce monde condamne formellement le racisme. La seconde fonction de l'apartheid est donc, depuis sa naissance, la protection du racisme hypocrite par le contraste de l'institution d'un racisme franc, légal.

Maintenant, l'apartheid, qui sert donc de paratonnerre au racisme du monde, et de spécialisation et d'isolation à l'Afrique du Sud, n'est la clé de cet Etat, qu'autant qu'on ne projette pas d'y entrer par effraction. Et c'est d'ailleurs en

BULLETIN N°3

entrant par exemple par la fenêtre entrouverte de l'insurrection, qu'on en vient à penser que l'apartheid n'est que le leurre destiné à empêcher cette effraction.

Un long et grave mouvement de révolte a donc lieu derrière ce panneau. Il serait d'ailleurs péremptoire d'affirmer que ce mouvement n'a pas un pied dans le panneau. Mais, en tous cas, il n'a pas les deux. Et l'essentiel de ce mouvement n'est pas dans la critique de ce panneau, dont l'absence doit certainement être regrettée, mais dont l'économie doit être saluée, puisque, ce mouvement fait tomber ce panneau, presque par inadvertance. Ce mouvement mériterait d'être détaillé par ceux qui le connaissent en amis depuis 1976 ; s'ils en acquièrent les fruits, ce qui semble aujourd'hui possible, nul doute qu'ils le feront, loin de la banalité qui les confine en marge de ce monde qu'ils combattent si bien.

b) Du 16 juin 1976 à Soweto à fin 1989

1976 est mort en 1977, dans le spectacle de la bonne révolte, spectacle de la mort martyre d'un bon étudiant, Stephen Biko. Souvent, dans de tels vomis moraux s'étouffent de profondes colères. Mais en Afrique du Sud, l'étouffement a été passager.

Aussi, la révolte de 1984-86 a été le bourgeonnement de la pousse de 1976. Au noir et blanc mis en place par l'idéologie pro et anti-apartheid, les pauvres d'Afrique du Sud ont substitué la couleur : le rouge du sang et de l'incendie est venu s'en prendre à la police de l'Etat, aux notables qui collaboraient avec cet Etat, aux marchandises. Les pauvres des ghettos noirs ont attaqué les arrivistes des ghettos noirs. L'apartheid est relégué à sa place : c'est l'une des multiples conséquences néfastes de l'organisation de ce monde. Depuis, il est vain d'affirmer à ces pauvres que si l'on supprime simplement l'apartheid, le monde de Botha et Mandela, Reagan et Gorbatchev, sera un monde juste, heureux et même sans discrimination.

Isolé par sa spécialisation idéologique, le gouvernement d'Afrique du Sud s'est montré hésitant, pris de cours par la morve qui lui pendait au nez. Devant son existence plutôt à sa brutalité qu'à sa finesse, il a tenté d'évacuer la morve en se donnant un grand coup de poing sur le nez. Evidemment, la morve n'en a coulé que plus librement, d'autant qu'elle fut assez abondamment diluée par le sang, puis les larmes. La censure de la presse n'a été ni discutée, ni tournée par l'information occidentale, soulagée de n'avoir plus à rapporter ces embarrassantes émeutes qui méprisaient son apartheid chéri. Un état d'urgence draconien mutila et épuisa la révolte. Mais l'aveuglement du gouvernement se manifesta dans l'arrestation massive des opposants anti-apartheid. Car le mouvement, qui s'en était pris aux notables des townships au point de pratiquement supprimer cet intermédiaire entre l'Etat et la rue, se trouvait, par cette vague d'arrestations, débarrassé de tous les récupérateurs que sont les partis anti-apartheid, cet autre intermédiaire. Par la censure et l'état d'urgence, le gouvernement avait sauvé

BULLETIN N°3

l'Etat ; et par les arrestations, il avait sauvé l'apartheid. Mais la combinaison de ces mesures lui fit perdre tout contrôle sur la jeunesse universelle de ses banlieues.

L'information partie, les arrivistes nègres dénigrés dans les townships, exilés ou emprisonnés, et beaucoup d'émeutiers tués par l'Etat, commence la guerre du Natal. Il est impossible de dire quand en 1987, comment et pourquoi les pauvres ont alors commencé à s'entre-tuer : la bataille avait lieu la nuit, dans un tunnel tapissé de deuil noir, à contre-jour de la publicité. La version officielle est qu'il s'agit d'une dispute entre partisans du parti Inkatha du premier ministre du bantoustan kwazulu, Mangosothu Buthelezi, et partisans de l'ANC, principal parti anti-apartheid, alors clandestin. Les rares témoignages de cette tuerie permanente, non filtrés par l'Etat sud-africain, en discréditent la justification politique de l'ANC (la version de l'Inkatha n'est jamais rapportée), qui accuse Buthelezi d'être un collaborateur parce qu'il a accepté de diriger un bantoustan. Le même reproche ne sera jamais fait aux dirigeants du Ciskei, proches de l'ANC. La guerre du Natal apparaît comme une sombre mêlée entre zoulous (tous les combattants sont de même ethnie), avec des vengeances, des trahisons, et une désobéissance complète aux chefs, tout au moins lorsqu'ils appellent à la raison. L'Etat, lorsqu'il tente d'approcher cet incompréhensible ébat, est repoussé avec émotion. L'émeute, au Natal, semble à la périphérie de la dispute. Elle ne paraît que le rapport avec l'Etat de ceux qui disputent entre eux. Commencée en 1987 comme l'Intifada, la guerre du Natal dure toujours, comme l'Intifada, mais n'est pas connue, contrairement à l'Intifada. La guerre du Natal est l'ombre de l'Intifada, la mauvaise conscience d'un monde dont l'Intifada est la bonne.

Le parti qui gère l'Etat, l'apartheid et les mines d'Afrique du Sud fit alors un renversement qui renversa d'abord son chef. L'hypothèse la plus plausible, mais aux hypothèses pauvres et gestionnaires sur l'Afrique du Sud en sont réduit ceux qui en sont à part, est que ce parti, conscient d'avoir perdu le contact et la compréhension de ce qui se passait au Natal, l'imputait à la suppression de la couche intermédiaire nègre, qu'il avait lui-même forcée. Pour ce National Party, la menace du Natal est forcément la pire, parce que hors de tout contrôle. Dans ce parti, et conséquemment dans le gouvernement, la tendance à la répression est remplacée par la tendance à la récupération, à l'automne 1989 Botha est remplacé par De Klerk.

Corollaire de l'interdiction de l'information occidentale et de la persécution des interlocuteurs sud-africains préférés de cette information, les chefs anti-apartheid, cette information en pleine mutation mondiale, et ces chefs continuèrent à falsifier l'opinion sur l'Afrique du Sud, mais hors d'Afrique du Sud. La vieille pourriture stalinienne Nelson Mandela, emprisonnée depuis Khrouchtchev, devint une vedette mondiale d'un spectacle qui culmina dans un concert de rock télévisé et simultané entre plusieurs Etats, en 1988, pour le 70e anniversaire de la vedette, qui ne conçut apparemment aucune honte d'être ainsi le prétexte d'une aussi vile marchandise. Quoique fin 1988 sa ravissante pourriture d'épouse fut prise dans un semi fait divers, elle torturait quelques jeunes gens

BULLETIN N°3

(il se serait agi d'indicateurs ; le procès vient d'avoir lieu : or Winnie Mandela n'y a pas dit qu'un indicateur méritait la mort, elle a nié même avoir été là ; convaincue de mensonge grossier, la stalinienne en a pris pour 6 ans qui seront certainement graciés avant d'avoir commencé), le spectacle mondial fêta un de ses petits orgasmes récents, qui éclaboussent d'unanimité incritiquée tout ce qui pense, le jour de la libération du stalinien, en février 1990.

Mais malgré une répression bornée et Botha, et malgré ce spectacle Mandelourd, la révolte de 1984-86 arrivait à floraison. Les émeutes de 1989 (cf. 89 AKa, AKb, AKc, AKd) vont du rituel 16 juin à Soweto, anniversaire de 1976, au Cap et à Pretoria, en passant par les bantoustans. Fin 1989-début 1990, la grève des cheminots vérifie dans les affrontements entre grévistes et non grévistes (90 AF 1) la ligne de partage moderne de la révolte, qui divise les ouvriers du monde entier ; squatters et banlieusards de Johannesburg rappellent leur présence (90 AF 3) et ceux du Cap détournent à leur manière la liesse imposée le jour de la libération de Mandela pour aller discuter avec l'Etat, sans qu'on puisse les soupçonner de négocier (90 AF 4). La guerre du Natal, enfin, continue dans le mystère et le silence auxquels elle est accoutumée, et qui ne l'éteint pas.

c) La première moitié de 1990

Depuis la libération de Mandela, l'information occidentale se sent affranchie de toute censure. Mandela est son agent, sa créature, sa pouliche. Pour savoir ce qui se passe en Afrique du Sud, plus besoin d'aller voir, il suffit de demander à Mandela. D'abord, on ne peut pas imposer au public une opinion inverse à celle de la vedette qu'on lui a imposée ; ensuite, c'est la seule façon de maîtriser la contradiction selon laquelle on idolâtre un stalinien (pas Eltsinien, ni même Gorbatchevien, non, vieux-stalinien), alors que dans le monde entier on feint de fêter sans fin la fin du stalinisme comme une victoire de l'information occidentale ; enfin, Mandela est bien le paratonnerre qui peut ramener toutes les foudres (y compris celles de Frederik d'Eclair) sur l'apartheid, le garant de la prolongation du spectacle de l'apartheid dans le spectacle de la fin de l'apartheid.

C'est convenu, Mandela s'occupe des nègres, De Klerk des autres. Fin février 1990 a lieu le premier "coup" de cet accord : des putschs pro-ANC ont lieu dans tous les bantoustans indépendants, sauf celui qui est déjà pro-ANC, et le Bophutatswana, dont le petit potentat local, prévoyant, a averti qu'il ne se laisserait pas faire. Les pauvres de ces bantoustans, soit se méprenant sur ces passations, soit simplement profitant de ses situations illégales, se sont jetés dans les rues, pillant, ce qui a aussitôt contraint les potentats ancien et nouveaux de faire tirer dans le tas (90 AF 2). Quand même les réorganisations de gestionnaires donnent prétexte à l'émeute, leur marge de manoeuvre devient aussi étroite que leurs perspectives sont noires.

Ce qui rend désormais difficile les négociations, et le spectacle, entre la vieille baudruche imbécile et adulée de l'époque stalinienne et le technocrate

BULLETIN N°3

perestroïkiste de la nôtre, ce sont ces incompréhensibles émeutes qui se multiplient à travers les townships du pays. De Klerk a été promu pour les faire cesser, et il a libéré Mandela pour les faire cesser. Ils n'ont qu'additionné leurs impuissances à cerner, à dominer, à réduire ces ouvriers et bandes de jeunes qui s'en prennent à tout, qui s'en prennent à rien, malgré une répression toujours féroce. De Mokeng en février, à Kwaguqua et Sebokeng en mars, Rammulotsi en avril, Thabong en mai (90 AF 5 à 10), et toutes celles encore ignorées, les révoltes dans les townships inhibent le commerce intime entre le flic libéral blanc et le récupérateur stalinien noir. Et, l'on devine dans l'information occidentale, malgré qu'elle soit en bloc devenue officine de propagande de l'ANC, que cette organisation ne contrôle que quelques poignées de militants, plutôt arrivistes, qui lorgnent sur les places honteuses dans l'Etat, que leurs convoitises leur font miroiter depuis des décennies, plutôt que la tourbe subversive des ghettos, juvénile et prompte à se battre, sans arrière-pensées. Et, dans l'obscurité, la guerre du Natal continue, avec à sa périphérie, les mêmes émeutes que celles qui se sont si brusquement multipliées dans cette première moitié de 1990 (90 AF 11).

Ce que personne ne peut mesurer alors, dans les vantardises staliniennes de l'ANC, que l'information occidentale traduit en démo-libéral, c'est son incapacité à faire la police dans les townships. C'est pourtant le seul objet de ses négociations avec l'Etat. C'est pourquoi, en juin 1990, l'état d'urgence est enfin levé (sauf au Natal), et l'ANC abandonne sa mythique "lutte armée", qui était réduite depuis quelques années à poser quelque explosif par-ci par-là. Indifférentes à ces inutiles thérapies contre l'impuissance, les émeutes, de plus en plus longues, profondes et dures, se rapprochent de l'insurrection. Le 16 juin, on fête l'anniversaire de Soweto, le 5 juillet, on proteste contre l'augmentation du prix des bus, le 8 contre l'augmentation des loyers, le 11, lors de la démolition d'un camp de squatters (90 AF 12 et 13) ; le 6 août, à Port Elizabeth (90 AF 14), lors d'une nouvelle protestation contre l'augmentation des loyers, l'émeute va durer quatre jours et s'étendre à la ville de Uitenhage : ici ce sont les "métis" qui ont attaqué, et comme en Amérique du Sud, du Nord, en Afrique et en Europe, les commerçants ont pris les armes pour défendre leurs stocks, après la première vague de pillage de leurs vitrines.

d) La seconde moitié de 1990

Maintenant c'est une insurrection qui gagne les townships de Johannesburg, première ville du pays. Mais elle a, ou on lui donne (l'information est totalement alignée sur ce qu'on lui dit de dire, face à cet effrayant et imprévu feu de brousse) les traits de la guerre du Natal. Seulement, la guerre du Natal qu'on chiffre alors à 4 000 morts depuis trois ans, n'avait justement pas de traits, au mieux une silhouette. Les techniciens du spectacle, (la triple alliance De Klerk-Mandela-Information occidentale) décident d'amalgamer les émeutes modernes et la guerre du Natal, défigurant les unes par l'autre et réciproquement. La tuerie de

BULLETIN N°3

Thokoza (12 août 1990), qui n'est pas une émeute, débute cette intervention massive. L'ANC, dont la version est toujours ANC contre Inkatha, comme au Natal, accuse les travailleurs migrants zoulous, survivant dans les hostels, d'attaquer les habitants des bidonvilles avoisinants. L'information occidentale, habituée depuis peu à ethniciser, si on peut dire, émeutes et disputes entre pauvres, extrapole au quart de tour : elle accuse les zoulous d'attaquer les xhosas (Mandela est xhosa). Cette version, cependant, ne peut pas convenir aux staliniens de l'ANC, dont l'aspiration au parti unique ne peut pas être ramenée, dans l'idéologie, à une ethnie, d'autant que ses pseudo-sympathisants au Natal sont évidemment zoulous comme leurs adversaires. Par contre, il est probable que cette première version, du fait de sa publicité, soit devenue en partie vraie : maintenant, zoulous et xhosas se combattent probablement autour de Johannesburg, s'identifiant selon l'identification de l'information. Puis, vient martelée comme un slogan, la phrase qui devient à elle seule la version officielle : les zoulous-conservateurs-de-l'Inkatha attaquent les sympathisants (ou militants)-anti-apartheid, c'est à dire, les mauvais attaquent les bons. Jamais personne, à part l'ANC, n'a essayé d'expliquer ce que l'Inkatha avait de moins anti-apartheid ou de plus conservateur que les staliniens de l'ANC, si ce n'est le reproche de collaboration entre le parti de Buthelezi et le gouvernement. Or, il faut être d'un incroyable chauvinisme pro-ANC pour ne pas voir que le parti qui collabore avec le gouvernement, dans la majorité des bantoustans depuis février, et autour d'une table de négociations depuis un peu avant, c'est l'ANC. Ce serait Buthelezi, qui pour avoir un strapontin à la table des négociations, ferait donner ses guerriers contre les bons militants anti-apartheid. Les chefs de l'ex-futur parti unique, l'ANC, sont seulement en train d'admettre, que pendant un temps, ils devront, peut-être, partager l'Etat, et les places honteuses qu'ils y convoitent avec le filou De Klerk. Mais partager en plus avec d'autres nègres, ça jamais ! Et c'est encore une chimère de stalinien d'une autre époque de supposer que les pauvres modernes d'Afrique du Sud donnent leur vie par centaines, pour qu'un étron comme Buthelezi ait ou n'ait pas de strapontin à quelque table de négociation, où l'on ne décide, en vérité, que qui police quoi !

Enfin, Mandela ballotté au fil de pressions et d'événements qui le dépassent complètement, invente une nouvelle version pour ces événements : ce sont des commandos de blancs, dont les visages sont peints en noir, à la solde de l'extrême-droite, tolérés par le gouvernement, qui viendraient faire des massacres dans les ghettos. L'information occidentale, nullement rebutée par d'aussi scabreux délires, suit en jappant, puis en aboyant joyeusement. Certes, on entend aussi de loin en loin l'écho de la version de Buthelezi ou de De Klerk, mais généralement de telle manière qu'elles viennent plutôt soutenir par leur mauvaise foi (trop évidente) et par leur dénégations (trop grossières), les allégations de Mandela. Quant à discuter quel intérêt l'extrême-droite blanche aurait de perpétrer des attentats ainsi déguisée, et le gouvernement de les tolérer, aucune importance : si Mandela le dit, le complot anti anti-apartheid est garanti. Et ainsi la vedette ne cesse de se contredire : un jour elle accuse le gouvernement de ne pas faire régner

BULLETIN N°3

l'ordre dans les ghettos, le lendemain de le faire régner. Ses menaces proviennent de la même pochette-surprise : arrêter les négociations (quelles négociations ?), reprendre la lutte armée (quelle lutte armée ?) tout en refusant de rencontrer Buthelezi (quelle importance ?).

Le principal succès de ce désarroi, habillé de mille mensonges enchevêtrés, est de détourner l'attention du terrain des affrontements, où les journalistes, qui ont ainsi l'impression de n'en avoir plus le temps, ne s'aventurent plus. Ainsi, dès que les disputes de ces pseudo-chefs qui ne contrôlent rien recouvrent ces affrontements, dans ces affrontements sont agglomérés les émeutes contre l'Etat (90 AF 15, 16), les attentats, et les combats, toujours aussi mystérieux, à la base. Il est d'ailleurs remarquable que ces explications semblent de plus en plus intenses et sanglantes, et que les émeutes contre l'Etat, encore vives, en semblent comme absorbées, même si on peut attribuer une partie de cette absorption à la disparition de l'information. Le 15 septembre, l'armée intervient (opération "Iron Fist"), imposant une accalmie précaire autour de Johannesburg.

Mais dès le 25 du même mois, le couvre-feu doit être imposé à Thokoza, Soweto, Vooslorus et Katlehong. Partout, le violent débat à la base a repris. Visiblement, le problème de l'apartheid y est dépassé (l'abolition de l'apartheid dit "mesquin" le 15 octobre ne change rien), et l'abolition de l'état d'urgence au Natal le 18 n'a aucun effet sur cette turbulence insondable. Jeunes, militants, mineurs du Natal ou d'ailleurs, squatters, migrants, chômeurs continuent de se battre entre eux et contre l'Etat (90 AF 17, 18, 19).

e) 1991. Ce qui est occulté en Afrique du Sud est ce qui est occulté dans le monde

Depuis le début de 1991, l'information occidentale a perdu la trace de la révolte d'Afrique du Sud. Et quelqu'un qui suivrait attentivement les travaux de la Bibliothèque des Emeutes s'apercevrait que cette dernière l'a également perdue : deux émeutes seulement, extrêmement discutables et fort périphériques, pour les cinq premiers mois de cette année, ne reflètent nullement l'intensité de ce qui secoue cet Etat, et qui est probablement une des plus graves révoltes de notre temps. Cependant, si la Bibliothèque des Emeutes se trouve confrontée, non sans malaise, à ce pénible scandale de perdre de vue, malgré sa partialité, le plus vigoureux débat des pauvres entre eux, sous ses yeux, l'information occidentale, du décodage de laquelle la Bibliothèque des Emeutes tire sa connaissance, semble, elle, l'avoir égaré par crainte, par idéologie, et par une licence récente d'occultation, qui ne semble aujourd'hui critiquée par personne comme étant un choix méthodologique, aux conséquences incalculables pour l'humanité.

A la couche du spectacle de l'apartheid, qui occultait jusqu'à présent la révolte d'Afrique du Sud, s'est superposé, occultation d'occultation, celui du Golfe. Ce nouveau front de l'information, qui la mobilisait toute, a certes permis à

BULLETIN N°3

ses rapporteurs de désertir l'Afrique du Sud. Mais cette désertion ne suffit pas à expliquer l'insuccès retentissant de la fin des deux grands problèmes, qui, soi-disant, étaient la cause de toute révolte : l'apartheid a été aboli dans les lois qui le fondent dans la constitution sud-africaine, et l'impossible rencontre Mandela-Buthlezi a eu lieu le 29 janvier 1991.

L'annonce de la fin de l'apartheid a été accueillie avec plus encore d'indifférence que de scepticisme. Et la rencontre tant attendue entre les deux chefs noirs, supposée faire cesser les attaques de zoulous contre les sympathisants anti-apartheid s'est accomplie dans les mêmes et surprenantes hâte et discrétion. Ces deux mythes, l'un ancien, l'autre récent, qui étaient sensés, dans la solennité et la festivité du monde enfin apaisé et réjoui, arrêter tout antagonisme en Afrique du Sud, ont été supprimés de manière bâclée, comme le dernier lest qu'on jette en fuite. La Bibliothèque des Emeutes ne peut ici que soupçonner, du fait de ses convictions et de son expérience, une pression terrifiante à la base, pour que des techniciens du spectacle politique parmi les plus expérimentés du monde, soldent, au plus mauvais moment pour leurs promotions internationales, leurs meilleures marchandises.

La révolte d'Afrique du Sud a donc résisté à tous les spectacles qui entretenaient au moins l'espoir de la figer, libérez-Mandela, fin-de-l'apartheid, Mandela-Buthlezi, y compris son propre passage de l'obscur Natal à l'illuminée Soweto en août 1990, également traité comme un spectacle. Non seulement elle a résisté, mais elle semble de plus en plus indifférente à ces électrochocs trop tardifs et appliqués sans précision. L'objet même de ces combats qui méprisent toutes les tentatives de les faire cesser et qui demeurent imperméables à toutes les tentatives de les expliquer a disparu, apparemment dans le retard, puis dans l'absence des récupérateurs du monde entier, puis d'Afrique du Sud. Toutes les explications avancées, zoulous-xhosas, conservateurs-progressistes, hostels-bidonvilles, blancs-noirs, provocateurs-d'extrême-droite-provoqués-de-gauche, sont certainement présentes dans les verrues idéologiques de ceux qui s'entre-tuent sur le terrain. Et même si on ajoute les rapports bons-mauvais, esclaves-Etat, gueux-marchands, aliénation-pensée consciente, rien de tout cela ne suffit à déterminer l'essentiel. Car enfin, si l'on veut bien admettre qu'on ne se bat ni pour la couleur de la peau, ni pour une question politique, ni pour une question ethnique, ni pour une question religieuse, ni pour une question économique, pour quoi se bat-on alors ? D'août, où commence la guerre dans les ghettos, à fin décembre 1990, l'information y dénombre 800 morts. Le 30 mars 1991, date de la deuxième rencontre Mandela-Buthlezi, "Libération" affirme qu'il y a eu 380 morts depuis la première, le 29 janvier. Le 8 mai 1991, "Libération" en compte 700 depuis le début de l'année, "Le Monde" 760. Ce qui signifie, qu'en Afrique du Sud, en 1991, on s'entre-tue au même rythme que dans la deuxième moitié de 1990, mais non seulement pas pour soutenir quelque chef médiatique, mais contre leur avis commun et réitéré. L'Afrique du Sud n'établit certes pas un record avec ce nombre de morts respectable, si l'on peut dire. Mais il ne peut pas non plus s'agir d'un fait divers ou d'un simple prétexte, si l'on considère la durée de l'explication ; et

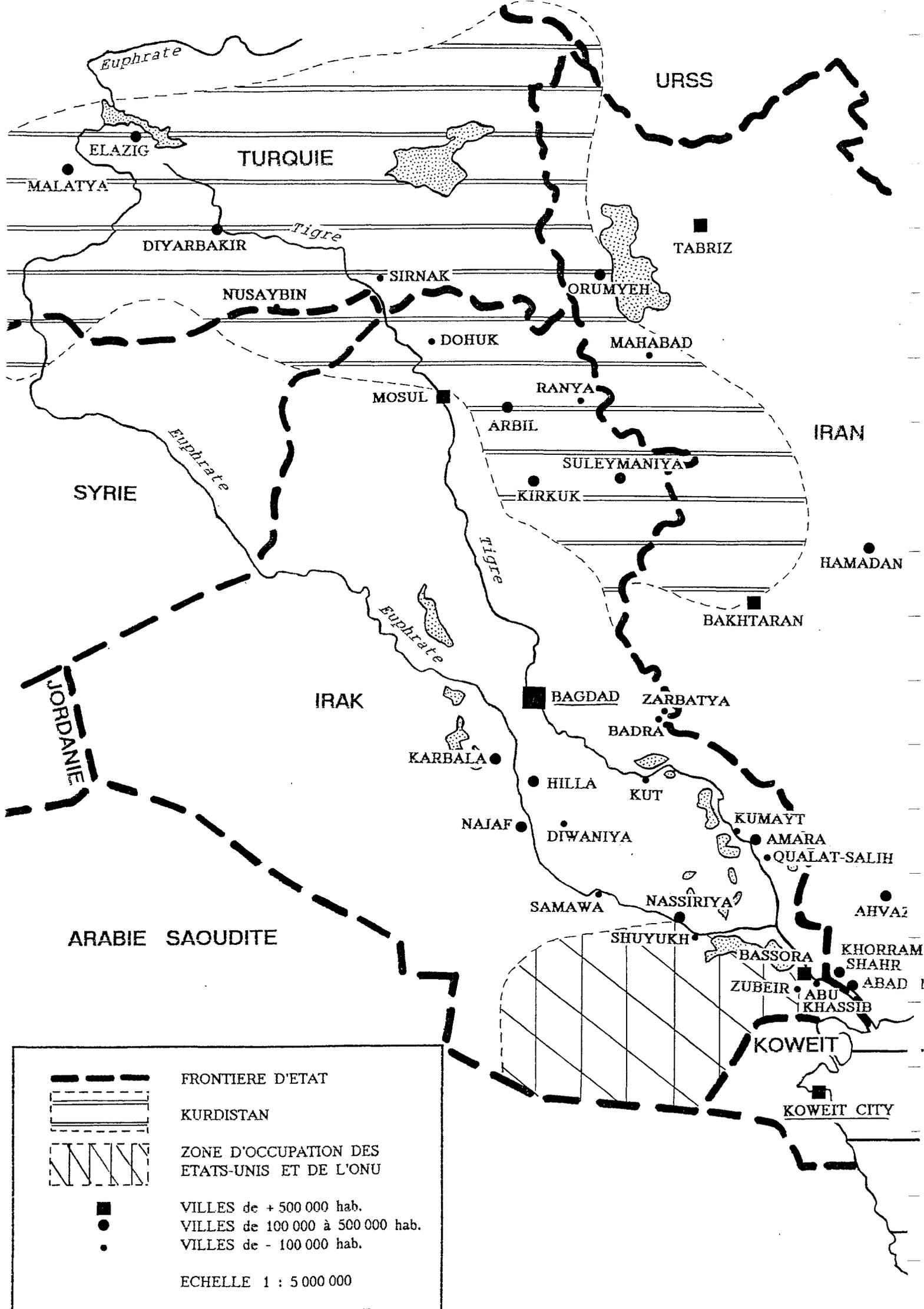
BULLETIN N°3

lorsque, il y a dix ans, une guerre civile larvée faisait dix mille morts par an au Salvador, par exemple, on connaissait toujours les camps opposés et les raisons, qu'on les approuve ou non, de se tuer. Là, le contenu du débat, la raison qui fait descendre, armés, des bandes ou des individus dans la nuit des banlieues d'Afrique du Sud, pour tuer, quitte à mourir, envers et contre l'opinion de tous les Etats et de tous les partis du monde, de tous les médias, et de tous ceux qui ne sont pas à ces rendez-vous, demeure mystérieusement inconnu.

L'essentiel qu'il est permis de deviner, est la silhouette d'un débat violent, probablement sans mots, en tous cas avec le minimum d'intermédiaires vu dans une révolte depuis la révolution iranienne, entre pauvres modernes. Ceci n'est pas seulement essentiel dans le cours du mouvement, mais c'est essentiel dans le cours de l'histoire, l'histoire étant le jeu du temps de l'humanité. La Bibliothèque des Emeutes a pour but et conception de permettre le débat, direct, entre les pauvres. Le monde est divisé entre ceux qui empêchent ce débat, l'Etat, Mandela, ses amis marchands, les informateurs occidentaux, et ceux qui le recherchent. L'émeute est l'expression de cet antagonisme. Mais en Afrique du Sud, cette activité spontanée, l'émeute, qui consiste fondamentalement à créer les conditions du débat entre les pauvres, et qui doit donc d'abord s'en prendre à l'Etat, Mandela, les mines d'or et "Le Monde", semble contournée ou dépassée. Contournée ou dépassée, parce que ce débat est une hypothèse, qui provient essentiellement de l'hypothèse inverse, ennemie, surréaliste, que tout le monde croit et qui donc ne peut être tout à fait écartée, d'une tuerie sans cause et sans objet.

En 1991, les tueries les plus variées, apparemment, en origine, contexte, prétexte et localisation, surenchérissement à travers l'Afrique du Sud par rapport à leur spectacle d'août dernier, monté pour les épuiser. Les appels à la paix, de De Klerk, Mandela, Buthelezi, séparément et ensemble, n'ont pas même ralenti le mouvement. La création de milices de l'ANC, pour s'introduire dans ces disputes et leur donner une direction hiérarchique (brochure pour inciter à noyauter et militariser les "comités de rues" issus des émeutes de 1985, en avril 1991), n'a pour l'instant révélé que l'extrême distance entre ses staliniens et leur prétendue base. Les insurgés permanents de Thokoza, Vosloorus, Soweto, Kwaguqua, Rammulotsi, Sebokeng, Alexandra, Mamelodi, Tembisa, Thabong, Crossroads se combattent entre eux dans un langage incompréhensible, parce que, sauf illusion, il est ce qu'il y a de plus neuf dans notre monde, le dernier cri. La Bibliothèque des Emeutes ne considère pas que cette longue chaîne de tueries entre pauvres, dont la probable richesse est camouflée derrière l'ennui d'entrefilets-types qui ne sont plus renouvelés, et dont la liberté et la joie sont opprimées par l'hypocrite affliction qu'affectent ses récupérateurs, est une chaîne d'émeutes. L'émeute est la préparation du congrès. Le premier congrès des pauvres modernes semble avoir lieu, malgré une préparation très sommaire, en Afrique du Sud aujourd'hui, sous nos yeux bouchés.

Les règlements de compte massifs dans l'Intifada, qui sont à la fois pourrissement et approfondissement, et les batailles entre bandes d'adolescents dans toutes les banlieues de la vieille Europe, Etats-Unis et URSS compris, en



Euphrate

URSS

ELAZIG

TURQUIE

MALATYA

DIYARBAKIR

Tigre

TABRIZ

SIRNAK

ORUMYEH

NUSAYBIN

DOHUK

MAHABAD

MOSUL

RANYA

ARBIL

IRAN

SULEYMANIYA

SYRIE

KIRKUK

Euphrate

Tigre

HAMADAN

BAKHTARAN

JORDANIE

IRAK

BAGDAD

ZARBATYA

BADRA

KARBALA

HILLA

KUT

NAJAF

DIWANIYA

KUMAYT

AMARA
QUALAT-SALIH

ARABIE SAOUDITE

SAMAWA

NASSIRIYA

AHVAZ

SHUYUKH

BASSORA

KHORRAM SHAHR

ZUBEIR

ABAD I

ABU KHAASSIB

KOWEIT

KOWEIT CITY

BULLETIN N°3

sont le reflet identique. Ce monde est maintenant ainsi fait : avant que d'avoir renversé ceux qui les empêchent de parler, les pauvres commencent à se parler entre eux. Et si l'hypothèse de l'existence même de ce débat, et bien entendu, son contenu, nous échappent jusqu'à un dénouement qui sera déroutant, ce sera l'aliénation, le prédateur logique de la pensée, qui fêtera l'orgie qui revient aux consciences.

3) IRAK

OCCULTATION. A partir du 2 mars 1991, commence en Irak une des plus grandes insurrections modernes. Cette insurrection peut être considérée comme celle au monde, par rapport à son importance, à avoir subi la plus grande occultation à ce jour. Voici les deux éléments probants de cette occultation.

En surface, il y a le nombre de morts. Les deux seuls bilans à notre disposition s'accordent sur le même nombre : 750 000 morts. Si rien ne vient contredire ce nombre, rien non plus ne vient l'infirmier.

Nous savons, vous savez, que les nombres n'ont qu'une valeur quantitative, et passent par conséquent pour être sans valeur qualitative. Si, cependant, ce nombre de 750 000 morts était vrai, ce que la Bibliothèque des Emeutes a peine à croire, non pas parce que les sources sont peu sûres (ce qui est le cas), mais parce que 750 000 morts paraît insensé, ce score briserait tous les cadres actuellement connus. Pour donner des ordres de grandeur généralement ignorés, les insurrections les plus meurtrières relevées par la Bibliothèque des Emeutes ont été pour 1989, celle de Chine, dont les 1 400 morts paraissent généralement exagérés, et pour 1990, celle d'Ayodhya, 453 morts. Le terme de *génocide* a été employé par le monde entier pour qualifier et juger la répression roumaine, dont on affirmait alors qu'elle avait fait 70 000 morts (maximum annoncé) ; génocide n'a pas été retiré du vocabulaire lorsque ce total de victimes est tombé à 1 000. Pendant ces deux années, le nombre de tués dans les émeutes à travers le monde a été d'environ 20 000, 37 fois moins que pendant l'insurrection des villes d'Irak au mois de mars ! Pour trouver des ordres de grandeur comparables, il faut aller fouiller parmi des événements de nature différente qu'une révolte sans chefs. A Hiroshima, il y aurait eu six fois moins de tués. Depuis 1945, un seul conflit armé au monde a été plus meurtrier que 750 000 morts : la guerre Iran-Irak, dont le million de morts (300 000 irakiens, déjà) s'est fait sur huit ans, et quoique enveloppé d'une grande discrétion, a fait pleurer bien plus d'humanisme que l'insurrection irakienne de mars. La guerre dite "du Golfe", qui précède cette insurrection, et dont les bilans sont régulièrement affinés à la lime à ongle, a fait cinq fois moins de morts que la répression qui l'a suivie. A titre d'exemple, les

BULLETIN N°3

guerres meurtrières du Vietnam, du Mozambique, d'Ethiopie arrivent chacune en plus de dix ans environ à la moitié de ces 750 000 morts, et le massacre du Cambodge par les Khmers Rouges (d'après la seule source critique, Vickery) aurait fait 700 000 morts, soit autant en quatre ans que l'insurrection irakienne en quatre semaines. Enfin, les célèbres catastrophes kurde (en avril 1991) et l'inondation du Bangla Desh qui l'a remplacé dans le spectacle de la pitié occidentale, n'ont fait, au total des deux, que le tiers des tués de ce nombre, pour lequel l'indifférence est si stoïque. L'avenir nous dira peut-être que les troubles en Chine en 1966-70, et autour de 1976 ont été plus meurtriers ; et peut-être pas. Car, de ces 750 000 morts sont encore exemptés les affamés, les malades subséquents, et le million (au moins) de réfugiés, en Iran et dans les marais au nord de Bassora.

En profondeur, il y a la proximité, dans le temps et dans l'espace, de la révolution iranienne. Il est incroyable à quel point il paraît aujourd'hui difficile d'expliquer la différence, pourtant fondamentale, entre la révolution et la contre-révolution iranienne. De Khomeyni aux Mojahedines (qui viennent de combattre les insurgés irakiens aux côtés de Saddam Hussein), en passant par Shari'atmadari, Bakhtyar, Taleghani, Banisadr, le Tude, Khalhkali, Rafsanjani, Khamenei, les Fedayines, Shariati, Ghasemlu et Yann Richard, voilà la contre-révolution iranienne. Elle a eu besoin du néo-Islam, de la prise d'otages de l'ambassade des Etats-Unis, de la guerre contre l'Irak, et d'un long et dur temps, marchand et spirituel et policier, pour éteindre la révolution iranienne. Or, la révolte irakienne semble avoir été immédiatement le refus de cette défaite, sans encore la profondeur de son débat, mais avec, déjà tracée, l'étendue de sa perspective. C'est pourquoi tous les partis du vieux monde, des post-situs parisiens aux islamistes palestiniens, ont refusé de reconnaître l'existence même de cette révolte, sanglant nota bene de la révolution iranienne qu'ils préfèrent ignorer également ; c'est pourquoi tous les Etats du vieux monde, le néo-Islam iranien en tête, reconnaissant l'odeur, le son et le goût de la menace de déroute d'il y a treize ans, se sont comportés en ennemis de cette insurrection majeure.

GUERRE. L'insurrection irakienne est issue d'une guerre. Cette conséquence est tout à fait remarquable. Il n'y a pas d'exemple comparable depuis 1918, où un Etat vaincu dans une guerre entre Etats soit immédiatement le théâtre d'une insurrection.

Cela révèle tout d'abord que l'Etat irakien était un verrou, une instrument défensif, et non offensif. Il est patent que les pauvres du monde l'ignoraient, il est remarquable que les Etats l'ont oublié, ou ne l'ont pas cru. Ce verrou bloquait la révolution iranienne, en deux sens. D'abord, il a servi, en tant que guerre Irak-Iran à promouvoir la première répression indirecte des insurgés iraniens ; ensuite il a servi à bloquer la même révolte, parce que les raisons de se révolter y sont les mêmes qu'en Iran, en Irak. Si la révolution iranienne est crainte hors d'Iran, c'est, curieusement, pour l'Irak qu'elle l'était le moins. En vérité, toutes les raisons de cette révolte n'y étaient que paralysées. L'insurrection irakienne montre de

BULLETIN N°3

combien peu elles suivaient la lézarde de l'Etat irakien. Son degré d'intensité allié à sa vitesse a terrifié tous ceux qui en ont pris conscience, et qui combattent la révolution iranienne dans le monde. Ils sont peu nombreux, et ils sont restés plus que discrets, taciturnes. Contrairement à la Commune de Paris, répression étonnamment sanglante sous les armes d'un vainqueur de la guerre qui verrouille la lisière du champ de bataille, l'insurrection irakienne semble passée totalement inaperçue, et le parti des insurgés n'a pas trouvé le moindre écho, y compris parmi ceux qui sympathisent par principe avec tous les insurgés. Ce prodige, qui fait honte à ces sympathisants, va être ici expliqué.

Il faut commencer par souligner, comme partie de cette perte générale de la conscience, que, si la guerre a été fort bien préparée et exécutée militairement par les américains, aucune de ses conséquences n'a même été envisagée publiquement. Ni ces américains, ni les irakiens, ni l'information occidentale n'ont songé à une révolte majeure pouvant éclater à la défaite irakienne. Au court terme, à l'atrophie des perspectives, à la maladresse d'improvisations paniques, les gestionnaires de ce monde, comme les insurgés, paraissent aujourd'hui condamnés.

AMBIANCE. La guerre n'a donc pas abattu les irakiens, puisqu'on les retrouve révoltés aussitôt qu'elle cesse. Les causes directes de la révolte sont inconnues. Pourtant, il est remarquable que, à côté de manifestations contre le régime, le premier geste offensif à Bassora a été d'attaquer les prisons et d'y libérer tous les détenus. C'est visiblement la liberté qui est le premier objet de la révolte. S'y ajoute, comme semble l'indiquer la haine contre l'occident, combinée à celle contre Saddam Hussein, l'honneur (l'humiliation de la défaite de l'Irak, mais aussi l'irrespect pour les populations civiles irakiennes, qui a d'ailleurs permis de les taire, y compris lorsqu'elles se sont révoltées). Il faut aussi garder à l'esprit que tout le mouvement se déroule sous l'empreinte visible de la nécessité : Bassora, qui en est le berceau, après avoir été bombardée pendant huit ans par les iraniens, a été pilonnée tous les jours, du 17 janvier au 28 février 1991, par l'aviation américano-onusienne. L'eau, la nourriture et les médicaments y manquent dès avant le début de l'insurrection, l'air y est presque aussi irrespirable qu'au Koweït voisin, les troupes d'élite de Saddam Hussein, y ayant leur quartier général, y accaparent en priorité tout approvisionnement. L'ennui n'est pas la misère que critique cette révolte, mais n'est pas non plus celle qui l'habite.

Un contexte soudain aussi dépouillé interdit d'imaginer qu'il n'y aurait pas eu de folles joies, lors de brèves victoires d'insurgés aussi jeunes que désormais partout dans le monde. L'amour et le courage se sont certainement donnés les rendez-vous foudroyants dont nous manquons tous, au milieu de l'urgence. L'urgence, il est vrai, n'est pas nécessairement propice au développement en profondeur de l'intelligence critique ; cependant, comme rien ne prouve qu'elle y est néfaste, constatons simplement qu'il est triste que le discours de cette insurrection, trop brève pour être la révolution iranienne, nous est encore moins parvenu que le discours de celle-là.

BULLETIN N°3

La peur, enfin, dont l'incroyable dureté de la répression a irrigué en permanence l'insurrection, a également débordé et noyé l'autre camp, comme en témoigne cette incroyable dureté de la répression. Mais nous savons aussi que la perte des illusions sur un soutien des vainqueurs de la guerre d'Etat, ne s'est pas muée en résignation, mais en haine inextinguible ; et que ceux qui ont survécu savent qu'ils n'ont pas d'amis dans le monde. Et quand la mort est si répandue, et quand on l'a vue frapper ceux qui semblaient à l'abri, les inoffensifs et les installés, la peur de la mort cesse d'être la pire des peurs.

ENNEMIS DE L'INSURRECTION. La rapidité et l'étendue de la défaite irakienne ont visiblement surpris tout le monde, sauf, probablement, l'état-major américain. Le gouvernement de Saddam Hussein, le Baas irakien, la garde républicaine et la police secrète semblent comme un panier de crabes qui viennent de comprendre que tous ne survivront pas. Mais le discours de propagande est encore celui, triomphaliste et orwellien, du figurant mis sur un piédestal, d'où il tutoie le monde. L'incarnation de cette contradiction, Saddam Hussein, s'avère maintenant dictateur avisé. Sur l'extérieur, il cède à toutes les exigences des vainqueurs, sur l'intérieur il se replie sur Bagdad et compte rapidement ses forces. Très vite il a compris que les guérillas kurdes n'attaqueront jamais Bagdad, qu'elles sont incapables de s'emparer de l'Etat irakien, et qu'elles sont même un rempart policier et militaire contre une insurrection dans les villes du nord. Il leur abandonne donc tout le Kurdistan, et lance une offensive, avec toutes ses forces, contre les insurgés du sud. En même temps, il expulse la presse occidentale, sans doute avec la complicité américaine. Vers le 7 ou 8 mars (5e ou 6e jour de l'insurrection), il endigue la contagion ; au plus tard le 10, il sait qu'il a rétabli ses chances ; Le 16 mars, lors de son discours télévisé, il sait qu'il a gagné, et il sait ce qui lui reste à faire.

Il est fort peu probable qu'un tel succès eut pu être obtenu sans aide active du monde entier. Les Etats-Unis, d'abord, ont arrêté la guerre avant d'avoir détruit l'armée irakienne, qu'ils ne voulaient qu'affaiblir. Leur attitude, au sud de l'Irak, a été de repousser ceux qui fuyaient la répression, vers la répression. Si le gouvernement américain, comme il a été prétendu, craignait un démembrement de l'Irak (un Etat kurde et un Etat shi'ite par exemple), il n'est pas bien lucide. Ce qui était véritablement à craindre, et que le gouvernement américain a été forcé d'envisager, c'est la fin de l'Etat en Irak, et donc une révolution qui abolisse les frontières, koweïtienne d'abord et à nouveau, mais aussi turque, iranienne, jordanienne, puis syrienne et pourquoi pas saoudienne. Ce gouvernement a une autre raison, moins avouable de ne pas soutenir une insurrection en Irak : l'ampleur et la sauvagerie des destructions américaines pendant la guerre doivent rester cachées, au moins jusqu'aux prochaines élections présidentielles. La meilleure façon d'y parvenir est un long et destructeur désordre à l'intérieur de l'Irak, auquel pourra être attribuée une partie des destructions de l'aviation américaine ; et une victoire de Saddam Hussein, qui, contrairement à n'importe quelle insurrection victorieuse, en empêchera toute publicité. D'autre part, le

BULLETIN N°3

lobby texan du président Bush, qui a intérêt à ce que le prix du pétrole, et donc du pétrole texan, augmente, et qui pour la même raison avait intérêt à ce que le dictateur irakien envahisse le Koweït, a intérêt à ce que le pétrole koweïtien brûle longtemps, et l'irakien soit longtemps incapable de couler sur le marché. Enfin, l'administration américaine connaît Saddam Hussein, le tient bien en main, et sait le manipuler. Elle préfère des interlocuteurs connus qu'inconnus, et vaincus dans une guerre que vainqueurs dans une insurrection. Pendant tout mars 1991, les Etats-Unis ont abattu deux avions irakiens (dont il paraît probable qu'ils aient été pilotés par des insurgés) et a permis à tous les autres de bombarder (napalm, phosphore, acide sulfurique) les insurgés. Bien peu d'observateurs se sont interrogés sur le réarmement et le financement en quelques jours d'une armée en déroute, dont les misérables restes ont en grande partie rejoint l'insurrection. Si les troupes d'élite du Baas, non seulement ont pu manger, mais marcher et tirer, ce pouvait difficilement être sans aide étrangère, qui là, ne pouvait être qu'américaine. Des intérêts si puissants sont évidemment à l'opposé du discours moral que le gouvernement américain est obligé de tenir. C'est pourquoi, les sources officielles américaines, obligées de ménager ces intérêts et ce discours, sont, paradoxalement, les plus tempérées, et par conséquent les plus fiables sur le cours de cette révolte.

Les sources les plus nombreuses sur cette révolte ont été iraniennes. L'Etat iranien a vu la révolte irakienne comme le plus grotesque des cauchemars. Il est l'expression d'une longue et périlleuse lutte contre une révolution, qui, 13 ans plus tôt, ressemblait en beaucoup de points à cette révolte soudaine, à sa porte. C'est parce que cet Etat est l'ennemi le plus intime de cette révolte, celui qui la connaît le mieux pour l'avoir combattue et subjuguée depuis des années, qu'il a toujours vécu avec la peur de ne l'avoir pas complètement anéantie, et que dans son public vivent encore de nombreux acteurs ayant l'expérience de ce qui commence à Bassora, qu'il est obligé d'en parler beaucoup. Mais cet Etat a été très clair : il ne veut pas de cette révolte. Le néo-Islam iranien ne tolère pas davantage de révolte que les bolcheviques et les jacobins en leur temps, quand ce n'est pas lui qui la commence. Et comme le néo-Islam, pas davantage que les bolcheviques ou les jacobins, n'a jamais *commencé* de révolte, ce qui se passe en Irak en mars 1991 en est l'exacte contradiction. C'est pourquoi il veut bien des fuyards de cette révolte dans ses camps. Confiez la garde de cette révolte à cet expert. S'il en est un qui sait la manier, la retenir, lui nuire, c'est lui.

Les Etats voisins du sud de l'Irak ont choisi la vassalité aux Etats-Unis avant même la guerre. Le Koweït est un nuage noir, où règne la xénophobie et où, sur le modèle de l'armée américaine, on ferme la frontière à tout fuyard irakien ; de même, en Arabie Saoudite, on semble préférer une putain alcoolique qui se gave de porc à un révolté. Au nord, Syrie, Turquie et Iran ne veulent pas même risquer une autonomie kurde en Irak, que la moindre insurrection dépasserait fatalement. La radicalité de l'insurrection irakienne, d'autre part, si elle a échappé aux spécialistes es révolutions européens, a mis dans une intransigeante défensive les polices qui gardent ces premières frontières qu'elle menace d'abolir. Comme

BULLETIN N°3

les Etats-Unis l'ont eux-mêmes fait savoir, et tous ces Etats sont bien d'accord, un putsch militaire, c'est à dire un Hussein Saddam, est la seule alternative à Saddam Hussein.

L'information dans les Etats arabes, avait, pendant la guerre du Golfe, entamé un semblant de scission dans l'information dominante. Souvent contre la position officielle de leurs Etats, les journalistes y avaient pris partie, avec virulence, pour Saddam Hussein. Cette allégeance flattait un dictateur arabe, ce qui rassurait ceux qui, comme le roi du Maroc, s'étaient rangés au côté des américains. Mais elle flattait surtout, encadrait et théorissait l'enthousiasme populaire pour Saddam Hussein, qui n'était que le déguisement de la critique, permettant de grands rassemblements, contre le tyran et l'Etat local. Cette information, évidemment, s'est tue tout net lors de l'insurrection contre son drapeau, Saddam Hussein. De Mauritanie, en passant par Alger et Tunis, jusqu'à Gaza et Naplouse, le silence des pauvres vérifiait qu'on peut aujourd'hui, dans ces pays aussi, les déplacer pour le spectacle outrancier d'une guerre d'Etats, mais qu'on peut leur cacher les révoltes qu'elle libère. Aussi, la scission pro-Saddam de l'information arabe s'avère t-elle avoir essentiellement renforcé l'information occidentale.

L'information occidentale a bien besoin de renforts. Elle n'avait pas osé se déclarer en conflit ouvert avec les Etats belligérants. C'est ce qui a fait la faiblesse de son spectacle de la guerre du Golfe. Elle a soutenu la guerre dans une mise en scène d'une envergure inégalée jusqu'ici, qui témoigne de sa récente puissance. Mais elle qui donne aujourd'hui des leçons de morale, de politique, de gestion, de spectacle dans le monde entier, n'a pas osé user de cette puissance pour en donner aux armées irakienne et américaine. Il est vrai que c'était un premier contact avec un adversaire mystérieux, qu'elle craint depuis qu'elle est née, et qu'elle peut à juste titre considérer comme l'allié qui lui a fait doubler, tripler les ventes et les taux d'écoute. Après s'être contentée de donner à cette guerre plus de forme que de fond, elle fut facilement écartée de l'insurrection par les armées américaine et irakienne, alliées dans l'entreprise : dès le premier écho de la révolte de Bassora, 40 journalistes quittèrent le Koweït pour l'Irak, comme en terrain conquis. Ils furent arrêtés et disparurent. Le 6 mars, l'Irak donne 48 heures à tous les journalistes pour le quitter ; les 40 arrêtés reparaissent, expulsés. Cette double violence irakienne, contre la sainte presse, ne pouvait se faire qu'avec l'accord américain, si ce n'est sur exigence américaine, tant les Etats-Unis ne veulent pas de publicité en Irak. L'information occidentale ne brava plus cet avertissement. Elle a donc fait paraître mineure cette insurrection majeure, en proportion du volume qu'elle lui a accordé. La guérilla kurde, qui depuis des années lui mendie des parcelles d'attention, l'a ramenée depuis dans ses fourgons, au nord de l'Irak, pour un spécial spectacle kurde.

L'opposition officielle irakienne, toute en exil, est divisée entre entités de nature incomparable : individus dissidents du Baas (putschistes anti-Saddam Hussein en puissance), communistes en pleine dégringolade du stalinisme, nationalistes arabes, guérillas kurdes et organisations islamiques shi'ites. A vrai

BULLETIN N°3

dire, dissidents du Baas, nationalistes arabes et staliniens décomposés ne donnent que l'odeur du cloaque. Les kurdes regroupés et les shi'ites regroupés ont davantage servi. D'abord, ils ont donné leur épithète à la révolte. *Parce que* il y a une opposition kurde, et une opposition shi'ite *en exil*, on a parlé de révolte kurde au nord, et shi'ite au sud. Mais en elle-même la révolte des villes du nord n'avait rien de spécifiquement kurde, ni celle des villes du sud de spécifiquement shi'ite. Comme dans beaucoup de révoltes spontanées, celle-ci a été officiellement pré-découpée selon des récupérateurs pré-existants, et a été attribuée à ces récupérateurs. Parce que ceux qui voulaient avoir des renseignements sont allés voir les oppositions kurdes (et notamment l'information occidentale, qui n'avait même pas besoin de se déplacer, tant ces kurdes rampent sur son paillason) et shi'ites (et notamment l'information iranienne), les principales sources, après l'américaine et l'iranienne, sont "kurde" et "shi'ite". Ces organisations de récupérateurs ont rempli la charge de substituer leur version des faits aux faits réels. Cette tâche était agréable et facile : ils ne risquaient pas d'être traités de menteurs. Même lorsque les faits les contredisaient de manière flagrante, ils furent justifiés par les "circonstances difficiles", les rumeurs les plus folles, et, bien sûr, leur intérêt qui les rend partiaux. Dans ce monde, on peut bien mentir un peu pour sa cause.

Il existe une grosse différence entre la zone shi'ite de la récupération, et la zone kurde. Contrairement aux kurdes, dont c'était une des premières mesures, les dirigeants islamiques n'ont jamais pu se faire filmer sur le terrain en armes. L'opposition shi'ite est visiblement restée en exil, et son appropriation à distance de l'insurrection ne peut paraître possible qu'en maintenant la quantité d'informations au plus bas niveau. Les shi'ites irakiens n'ont pas de guérillas, pas de police constituée au sud de l'Irak. Leur influence est donc limitée à la nécessité qu'ont tous les partis du vieux monde à nommer ce qui dirige cette insurrection. Les guérillas kurdes au contraire, qui n'avaient rien préparé (elles semblent pourtant en tournée diplomatique permanente), ont rapidement conquis les villes du Kurdistan insurgées spontanément, et y ont fait la police, sauf apparemment à Mosul, principale ville du nord, où l'insurrection est signalée par intermittence après l'arrivée des guérillas kurdes. Ailleurs au Kurdistan, comme Saddam Hussein l'a fort bien anticipé, l'insurrection s'arrête avec l'arrivée de la guérilla. Et le spectacle occidental kurde commence lorsque cette guérilla est à nouveau attaquée par l'armée irakienne. Car, à ce moment, c'est une nouvelle guerre classique entre partis étatistes qui se substitue à l'insurrection urbaine initiale.

DEROULEMENT. Bassora, deuxième ville d'Irak, est le départ et le centre de la révolte. Les premiers insurgés semblent être des jeunes (en âge pré-militaire) rapidement rejoints par d'innombrables déserteurs, probablement moins radicaux. Il n'est sûr d'aucune ville qu'elle ait été libérée plus de 48 heures, ce qui semble avoir été le cas de Bassora, les 3 et 4 mars. C'est probablement ce qui a propagé le mouvement à tout l'Irak. Le 5, les principales villes kurdes sont insurgées. Le 6, le mouvement semble en extension maximale, par le nombre de

Calendrier du soulèvement des villes d'Irak

	MARS 1991																														AVRIL 1991			
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	6	14			
BACDAD	1					2						1					2					1												
BASSORA	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	3	1	1				1	1	1	1	1					1		1				
NASSIRIYA		1	1	1	1												1			1								1		1				
Amara			1	1	1								1							1			1											
Samawa			1	1	1																						1	1	1					
Qualat-Salin			1	1	1																													
Kut		1	1	1												1	3	1																
NAJAF				1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		1		1						1						
KARBALA				1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1			1			1	1		1				1		1		1		
Mutana				1	1																													
Diwaniya				1	1												2																	
KIRKUK				1	1								1																					
SULEYMANIYA				1	1																													
HILLA					1							1	3	2																				
Kumayt					1																													
Zubeir					1												1																	
ARBIL					1										1																			
Ranya					1																													
Badra							1																											
Zarbatya								1																										
Tamura									1																									
MOSUL													1	3	2	1								1					1					
Hag Omran																2																		
Dohuk																2																		
Abu Khassib																	1																	
Shuyukh																																1	1	

Jours d'insurrection 1- probables

2- possibles

3- déduits

Les 10 villes les plus peuplées d'Irak sont en majuscule, et les villes kurdes en italique.

BULLETIN N°3

villes insurgées simultanément. Les désertions se multiplient. Seule Bagdad, où chaque fois que l'émeute gagne une banlieue (ainsi au premier jour de l'insurrection, le 2 mars), le feu ne prend pas, ou plutôt, brûle les émeutiers. Jusque-là l'organisation semble à la base, regroupant les spontanés, sans fédération. La répression a pris soin d'empêcher les communications entre insurgés, et entre insurgés et monde extérieur. Là encore, la complicité américaine est aussi discrète qu'efficace. L'information occidentale révèle le degré de subversion de cette première semaine par l'inconscience de sa désinvolture, et par la façon dont elle en est écartée : l'événement est trop important pour y laisser ces irresponsables dans les jambes des acteurs.

Du 7 au 14, tout le monde retient son souffle. C'est là que la bataille se joue. Il n'y a plus d'information précise sur les lieux. Il n'y a plus de bilan de victimes après celui de l'opposition irakienne en exil, le 7 : 30 000 morts! Le 7, les guérillas kurdes commencent à reprendre les villes kurdes aux insurgés. Apparemment Najaf et Karbala se sont hissées au rang de champs de bataille permanents, à côté de Bassora. Mais peut-être en est-il fait simplement davantage de publicité que d'autres lieux, parce que ces deux villes sont les villes saintes shi'ites, que l'Etat iranien garde ses projecteurs fixés dessus, et que transférer le centre de gravité vers les villes saintes islamise et moralise l'insurrection (Saddam Hussein n'est plus un vilain dictateur, c'est un vilain mécréant qui bombarde les villes saintes). Le 13, il paraît y avoir eu une seconde et décisive défaite de l'insurrection dans Bagdad. Impossible, dans cette dévastation silencieuse, de connaître quoi que ce soit, sur l'organisation, le ravitaillement, le moral, les idées et les perspectives, rien de tout cela n'ayant, visiblement, fait complètement défaut au douzième jour consécutif d'insurrection.

Maintenant, l'aviation irakienne décolle et bombarde massivement, avec la permission officieuse des Etats-Unis. Le 15, un "état-major" rebelle shi'ite (mais il pourrait s'agir de l'opposition shi'ite en exil) s'exprime par l'agence de presse iranienne. C'est la seule fois qu'on entend parler d'une structure organisée issue de l'insurrection. Le 16, l'insurrection de Mosul, qui a duré quatre jours, cesse. Le 16 aussi, Saddam Hussein est suffisamment rassuré pour paraître à la télévision. Le 17, pour la première fois depuis le 2, les combats ont peut-être cessé dans Bassora. Le 18, les guérillas kurdes prennent Kirkouk.

Dans les villes reprises, la répression est à la hauteur de la terreur du gouvernement irakien. Mais dès qu'une ville est nettoyée, et que la garde républicaine va dans la suivante, elle se soulève à nouveau, ainsi, notamment, Najaf et surtout Karbala. Bassora pacifiée sous les hélicoptères (qui n'ont jamais paru dans la guerre du Golfe!) le jour, s'insurge la nuit. Comme les fuyards sont pris dans la nasse, entre l'armée américaine au sud, la garde républicaine au nord, et la famine partout, ils se battent à nouveau jusque dans Bagdad, où l'information iranienne signale une violente répression le 23. Fin mars, et pendant le mois d'avril, les incendies se rallument partout, de plus en plus faibles, de plus en plus tus, mais étonnamment tenaces. Voilà des survivants que la haine ne quittera plus.

BULLETIN N°3

SPECTACLE KURDE. A partir de la reprise baasiste de Kirkouk, le 28 mars, commence le spectacle kurde. Il sonne, dans le monde, le retour de l'information occidentale en première ligne. Ni en Chine, ni en Roumanie, ni même pendant la guerre du Golfe, l'arbitraire de cette information, qui est toute information, n'a paru aussi absurde. Si le cynisme en est exempt, la mauvaise foi et le stress (qui est l'angoisse du journaliste) y sont partout.

Le mécanisme de ce spectacle est simple : les guérillas kurdes, par leurs exilés, carriéristes occidentalises, courtisent depuis des décennies l'information occidentale. Ces canailles, presque toutes staliniennes, pratiquent le boniment des mendiants : il faut faire pleurer et non réfléchir ; c'est le lacrymogène, le moral, que vend l'information occidentale. Ils ont donc pris pour habitude d'exagérer leurs malheurs, spéculant, pas tout à fait à tort, qu'en peignant beaucoup de sang, tel journal en fera transpirer une goutte.

Cette fois, l'information occidentale n'était pas difficile à prier, tant elle avait elle-même besoin de revenir sur le terrain. Et les guérillas kurdes lui ont arrangé ce terrain. Une semaine après que les villes kurdes étaient reprises par l'armée irakienne, il en parlait davantage de fuyards qu'avant qu'elle n'arrive. C'est à dire qu'ils parlaient *après* l'arrivée et avec la permission de l'armée censée les massacrer ! Les kurdes qui fuyaient savaient par l'information mondiale que dans les camps où ils allaient on mourrait à raison de 400 à 1000 par jour. Il est impossible que ce chemin d'agonie se fasse sans qu'on est un fusil dans le dos. Et ici, si le fusil avait été irakien, qui ne l'aurait pas dénoncé ! Il était donc kurde.

Les guérillas kurdes ont construit le spectacle d'un peuple uni, ce que certainement les kurdes d'Irak ne sont pas, d'un peuple pas même à genoux, mais à plat ventre sans honneur ni courage, un troupeau d'enfants et de vieillards crevants. Ce spectacle n'est évidemment nécessaire qu'aux guérillas parmi les kurdes, qui rêvent depuis si longtemps de policer les survivants d'une autonomie, qu'enfin une pitié d'autant plus musclée que le spectacle est pitoyable, va enfin leur garantir.

Ce n'est pas que les kurdes n'avaient aucune raison de fuir les villes irakiennes. La répression de l'insurrection urbaine n'en était pas ignorée, et elle était telle qu'il y avait peu à espérer de l'armée qui marchait vers le nord. Seulement, l'étendue de la répression irakienne, là où les guérillas kurdes ne faisaient pas la police, n'était possible que par l'occultation de ce qu'elle réprimait. Et depuis que l'information occidentale s'est parachutée au Kurdistan, elle n'en a rapporté aucun témoignage d'une telle répression. Si l'armée de Saddam Hussein avait touché à un seul cheveu de civil kurde, faites confiance aux guérillas et à cette information, ça ce serait su. Cette répression de kurdes fuyant vers les camps télévisés et les horreurs du spectacle, n'a donc été que conditionnelle ! Si ils ne fuyaient pas ... torture, gaz, etc. Le seul chiffre de victimes globales vient des exagérateurs professionnels kurdes et n'est pas répété : 100 000 morts. Ce bilan moins crédible encore que celui de l'insurrection irakienne, et que l'information occidentale, pourtant sur place, n'a jamais pris le risque de confirmer ou

BULLETIN N°3

d'infirmer, tient encore compte de tous ceux que les spectateurs du monde ont vu crever dans les camps-mouroirs où non seulement, pour la réussite de leurs guérillas, ils laissaient leur vie, mais leur dignité.

La famine est l'autre mobile qui a fait fuir les kurdes vers les camps approvisionnés par le vieux monde libéralo-humaniste. Là aussi, la partialité sans bornes de l'information paraît : les irakiens fuyaient vers l'Iran et la Turquie ; parmi ceux qui fuyaient, une minorité était kurde ; et parmi les kurdes, une minorité fuyait vers la Turquie. C'est à cette minorité de minorité qu'est allé tout le spectacle, qui a communiqué une impression inverse de cette réalité : les kurdes qui fuyaient en Iran paraissaient une frange de ceux qui venaient à la frontière turque ; et les non-kurdes ayant fui en Iran, ou dans les marais au sud de l'Irak entre le marteau de Saddam Hussein et l'enclume de l'armée d'occupation américaine qui lui interdit de franchir ses lignes, ils ne sont même pas une frange de cette frange : ils n'existent pas.

La haine de cette information pour la révolution iranienne est telle, que non contente de confondre le gouvernement iranien et cette révolution, tout ce que fait ce gouvernement doit être nécessairement mauvais. Aussi ne peut-elle pas dire que ce gouvernement a accueilli chaleureusement tous les réfugiés, et encore moins avec quelle arrière-pensée. Au contraire, le gouvernement turc, qui les repousse et les parque, est outrageusement ménagé. C'est que là aussi il aurait fallu parler du seul écho de l'insurrection irakienne hors de ses frontières, faible en comparaison, qui a donné les émeutes du Kurdistan turc (91 TU 1), émeutes qui ont réussi à déborder la guérilla kurde turque. C'est pour séparer l'exode irakien de cette émotion pas encore sortie des mémoires turques et des craintes policières, que les barbelés des camps ont été érigés.

Mais en Turquie comme en Irak, les kurdes sont divisés en pauvres modernes et en nationalistes guérilleux. Les pauvres modernes se manifestent en ennemis spontanés du monde marchand et de l'Etat, quel qu'il soit ; les nationalistes guérilleux soutiennent le monde marchand, prétendent à l'unité d'un peuple kurde, qui aurait le droit des peuples à disposer de lui-même, c'est à dire qu'ils auraient, eux, le droit de disposer de ce peuple kurde au moyen d'un Etat. La différence entre ces deux positions est celle entre le 5 mars 1991, et le 7 mars 1991. Le 5 mars les villes de Arbil et Suleymaniya, à population réputée "kurde", se sont insurgées. Le 6, les émeutes ont gagné Kirkouk et Ranya. La guérilla kurde a pris un soin particulier à réécrire dans la presse occidentale l'histoire du soulèvement "kurde", pendant le spectacle kurde. Ce soulèvement y commence invariablement le 7 mars, par l'arrivée de la guérilla kurde dans Ranya.

L'information occidentale a donc retrouvé avec ravissement dans le Kurdistan le miroir qui lui dit qu'elle est la plus belle, par la vérification de son formidable pouvoir d'illusion. Elle a fait un spectacle pathétique et moral, face auquel elle sait son public depuis longtemps désarmé. Avec la complicité de guérillas carriéristes, elle a monté un exode tragique et meurtrier, sans autre utilité et fonction que ce spectacle de la tragédie meurtrière ; elle a fait croire à une

BULLETIN N°3

répression imaginaire des kurdes, au moment où elle taisait une répression réelle des gueux d'Irak, kurdes ou non ; elle a forcé la main à une violation sans exemple d'un Etat, envahi au nord par les troupes de sa morale ; elle a forcé, à cette occasion, le Président des Etats-Unis, vainqueur d'une guerre dont elle venait de sortir humiliée, à se prêter à cette violation territoriale, contraire aux règles des gestionnaires de ce monde, périlleuse pour l'institution même qu'est l'Etat, contre laquelle le Bush s'était prononcé avec fermeté.

Le spectacle kurde est une répression encore sans exemple. Il a enseveli dans le silence la plus grande insurrection depuis la révolution iranienne. Il y a substitué sa mise en scène : l'exode kurde est la parodie, la vitrine honteuse et pitoyable du soulèvement urbain d'Irak, dont la richesse et la grandeur semblent perdues dans cette prostitution. Mais le spectacle kurde est avant tout la répression mondiale de l'insurrection irakienne. Ce sont les pauvres du monde, ce sont les révoltés du monde, ceux de Mogadiscio et de Johannesburg, qui sont séparés de leurs amis de Bassora, Karbala, Bagdad et Mosul par ce rideau de larmes. Ce qui manque aux émeutes de ce monde, divisé en ethnies, en peuples, en Etats, en pays, en autant de latrines de la pensée qu'il y a de spectacles de Tien Anmen, de Timisoara, du "Golfe" (arabique? islamique? persique? d'Oman? du Koweït? du Pétrole? Posez la question autour de vous) et des kurdes, c'est de pratiquer l'antique formule qui, rénovée, déchire les rideaux de larmes : EMEUTIERS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS.

4) EMEUTIERS DE TOUS LES PAYS, VENGEZ-VOUS

Les trois événements qui viennent d'être décrits ne sont pas trois guerres locales, fort instructives. Ils sont toute critique de notre monde et de notre époque. En Somalie, un Etat est dissous ; en Afrique du Sud, un débat de pauvres a commencé derrière un mur de silence ; et en Irak a eu lieu ce qui est probablement la plus meurtrière insurrection spontanée de tous les temps, pour dissoudre l'Etat et commencer le débat derrière le mur du silence. Et, certains prendront peut-être cela pour des grandes phrases, mais l'Etat, c'est nous ; et le mur du silence, c'est nous. Le massacre et la censure, synthèse irakienne de Somalie et d'Afrique du Sud, c'est notre tolérance et notre ignorance, nos oeillères de pauvres soumis.

Alors que les gestionnaires du massacre et de la censure se réorganisent d'un Mur de Berlin à un Koweït libéré, et la fin de leur scission simulée les apauvrit, les émeutiers de ce monde ont franchi un seuil qualitatif : la profondeur de leur révolte force à nouveau leurs ennemis à les taire, et cette nouvelle scission

BULLETIN N°3

les enrichit. Car ces occultations creusent les distances entre les camps : les émeutiers modernes contre tous les autres. Soudain, l'Intifada paraît le discours modéré, conciliant de cette époque, tant elle est maintenant débordée par cet extrémisme sans théorie.

La quarantaine est établie autour de la Somalie, de l'Afrique du Sud et de l'Irak. On y brûle la mauvaise herbe. Mais la racine de cette mauvaise herbe, c'est la main qui brûle qui la sème. La communication généralisée empêche la communication directe ? C'est aussi bien l'inverse. L'aliénation provoque la critique de l'aliénation. La critique de l'aliénation s'aliène à son tour (la bataille de Mogadiscio devient famine, le débat du Natal devient Mandela, le soulèvement irakien devient spectacle kurde). Pour circuler, la révolte est abstraite dans son négatif. Mais elle sème, comme la révolution iranienne. Diffformes, monstrueuses, aux hormones et à l'idéologie, les racines charriées par ce vent-là croissent loin de leur mandragore d'origine. Sous les rues de Saint Denis, à la Réunion, Bamako, Kwangju, Washington, Delhi, Alger, ça pousse.

Leur ignorance réciproque d'être le même parti a permis d'étrangler, d'étouffer, de saigner ces trois exemplaires offensives contre la chappe de silence et le sur-place agité de l'époque qui commence. La vengeance de cette perte appartient à ceux qui sauront abolir cette ignorance.

Parution bientôt !

VOICI LE PREMIER OUVRAGE SUR LA REVOLUTION IRANIENNE

ADREBA SOLNEMAN

DU 9 JANVIER 1978

AU 4 NOVEMBRE 1979

BELLES EMOTIONS

CRITIQUEZ-LE

Parution bien tard !

QUI DETAILLE L'INSURRECTION AU NICARAGUA ET LA FIN DE
LA CLASSE OUVRIERE BRITANNIQUE

*Comme tout luxe, la théorie
est réservée aux plus riches.*

SI VOUS POUVEZ

**DU 9 JANVIER 1978
AU 4 NOVEMBRE 1979**

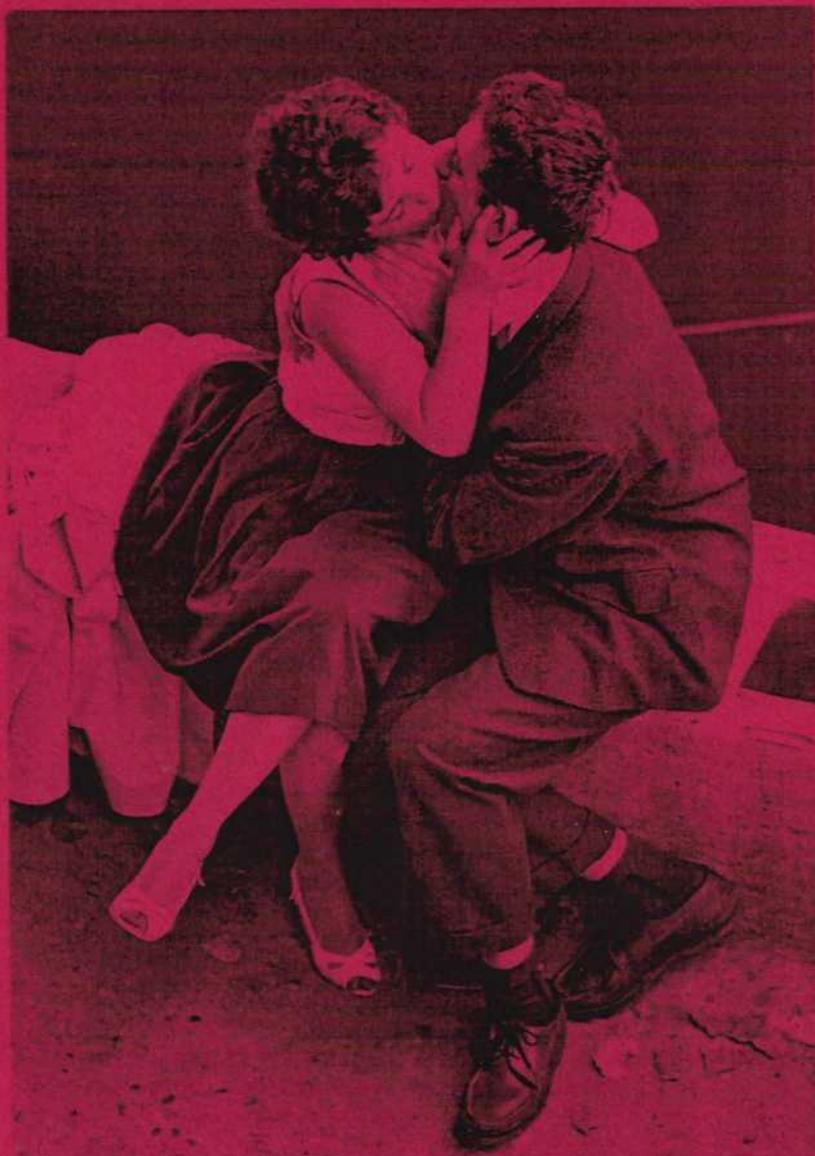
est un coffret qui contient :

cahier 1 -	INTRODUCTION - De l'histoire	40 pages
cahier 2 -	CHAPITRE I - OFFENSIVE D'IRAN A) Du 9 janvier 1978 au 16 février 1979	56 pages
cahier 3 -	CHAPITRE I - OFFENSIVE D'IRAN B) Du 17 février au 3 novembre 1979	68 pages
cahier 4 -	CHAPITRE I - OFFENSIVE D'IRAN C) Les frontières de l'Iran	40 pages
cahier 5 -	CHAPITRE II - OFFENSIVE DU NICARAGUA A) Du 10 janvier 1978 à fin septembre 1978	48 pages
cahier 6 -	CHAPITRE II - OFFENSIVE DU NICARAGUA B) D'octobre 1978 à octobre 1979	72 pages
cahier 7 -	CHAPITRE II - OFFENSIVE DU NICARAGUA C) Les frontières du Nicaragua	24 pages
cahier 8 -	CHAPITRE III - DE L'IRAN AU NICARAGUA A) Escarmouches	40 pages
cahier 9 -	CHAPITRE III - DE L'IRAN AU NICARAGUA B) Guerres d'Etat	68 pages
cahier 10 -	CHAPITRE III - DE L'IRAN AU NICARAGUA C) Europe, vieille Europe	76 pages
cahier 11 -	CHAPITRE III - DE L'IRAN AU NICARAGUA D) Le point où nous sommes	24 pages
cahier 12 -	TABLE - LEXIQUE - INDEX	52 pages

Une pochette contenant 15 cartes géographiques et 10 feuilles vierges

Prix librairie 300 F - Pour tous renseignements et demandes d'envoi :
BELLES EMOTIONS - 17, rue Milton - 75009 PARIS

BIBLIOTHEQUE DES EMEUTES
BULLETIN N° 2



MAI 1991

AVERTISSEMENT

- 1 - Les membres de la Bibliothèque des Emeutes ne répondent qu'aux sollicitations motivées.
- 2 - Si vous ne pouvez laisser ni adresse, ni téléphone, indiquez un ou plusieurs rendez-vous.
- 3 - Le bulletin N°1 de la Bibliothèque des Emeutes est épuisé.

BELLES EMOTIONS